

**Contrôleur Général de Police, Yahaya Sangare : "Appliquer la charia ou s'y opposer par les armes est autant anti-démocratique"**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 18 DECEMBRE 2019

**516**

**Malikilé**

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Choguel Kokalla Maïga**

**AOK, ATT, IBK, France,  
MINUSMA, tous coupables**



**Le ministre Salif Traoré sur Klédu : «Il faut que nous soyons au-devant de notre situation»**



**Concertation au sommet au Niger :  
Et la guerre de Pau n'a plus raison d'avoir lieu !**

# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

<b>Une</b>	Choguel Kokalla Maïga : AOK, ATT, IBK, France, MINUSMA, tous coupables	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Fahad Ag Almahmoud : « L'insécurité et la gouvernance sont des préoccupations majeures »	<b>P.12</b>
	Baromètre de conjoncture des entreprises du mali : Production et commercialisation au ralenti	<b>P.12</b>
	Mission Permanente du Mali à ONU : Adoption de la résolution «Appui à la région du Sahel »	<b>P.13</b>
	Assainissement de Yelimané : Housseïni Amion GUINDO reçoit une délégation de Montreuil	<b>P.13</b>
	Rebondissement dans l'affaire Adama Sangaré : Le juge d'instruction de Koulikoro se déclare incompétent	<b>P.14</b>
	Communiqué du gouvernement suite aux rumeurs circulant sur la signature d'un document en vue de la participation effective de la CMA au Dialogue National Inclusif (DNI) 1	<b>P.14</b>
	Commune rurale de Mountougoula : Le maire Daouda Diarra aux arrêts	<b>P.15</b>
<b>Actualité</b>	Accident sur la route de Kabala : Encore une étudiante tuée par une Benne	<b>P.17</b>
	Tribunal de la CIII : Deux gardes malmènent deux ouvriers	<b>P.18</b>
	Le ministre Salif Traoré sur Klédu : «Il faut que nous soyons au-devant de notre situation»	<b>P.19</b>
	CCR : Le commandant de la compagnie primé par l'AJPM	<b>P.20</b>
<b>Politique</b>	Concertation au sommet au Niger : Et la guerre de Pau n'a plus raison d'avoir lieu !	<b>P.21</b>
	Contrôleur Général de Police, Yahaya Sangare : "Appliquer la charia ou s'y opposer par les armes est autant anti-démocratique"	<b>P.23</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Black Queens : Honneur à la mémoire des Reines Noires !	<b>P.25</b>
<b>International</b>	Mohamed Ould Ghazouani : « La force conjointe du G5 Sahel n'a pas eu ce qu'elle mérite »	<b>P.26</b>
	Wattao empoisonné en RCI? Voici les vrais maux dont il souffre	<b>P.27</b>
<b>Sport</b>	Ligue 1 en France : Les résultats du foot direct du "PSG" de Paris	<b>P.28</b>
	Europa League: Les 16es connus	<b>P.29</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampike@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.12



P.20



P.25





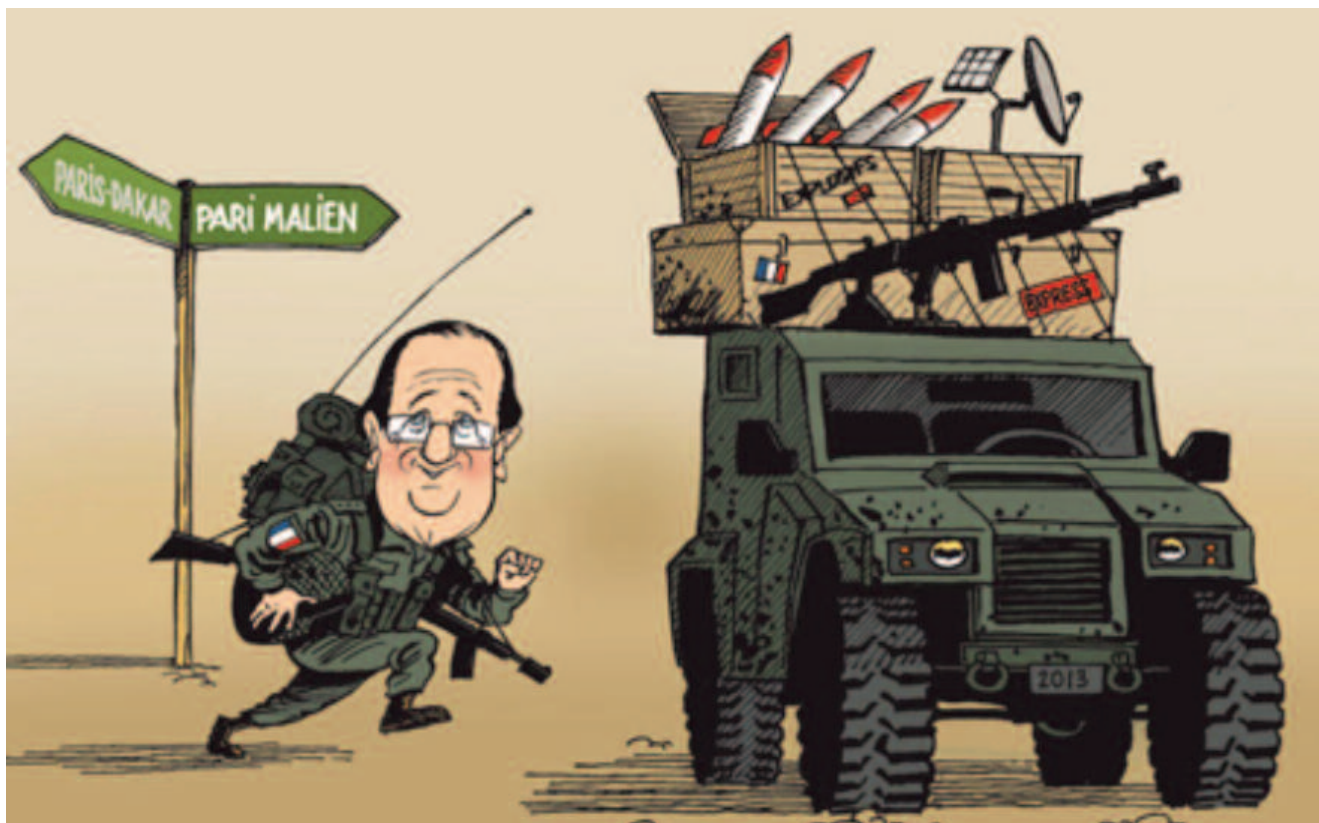
## Choguel Kokalla Maïga : AOK, ATT, IBK, France, MINUSMA, tous coupables

Le plus souvent, ce sont des personnes étrangères, dont certaines se donnent le titre pompeux de « spécialistes du Mali », qui publient des réflexions, analyses et critiques sur la situation de notre pays depuis l'éclatement de la crise en 2012. Les voix des intellectuels maliens sont peu audibles quand elles ne se manifestent qu'à l'intérieur des salons pour éviter des sanctions du pouvoir en place particulièrement pour les postes dans l'administration ou ailleurs. Depuis son retrait du gouvernement, le Président du Mouvement Patriotique pour le Renouveau (MPR), Choguel Kokalla Maïga, a une certaine liberté de parole qui lui fait dire ouvertement et vertement ce que beaucoup de cadres maliens n'osent exprimer qu'en cachette. C'est le cas dans sa Tribune publiée le 10 décembre 2019 et intitulée « La faillite de l'État malien : les origines, les responsabilités, les pistes de solutions ». Dans une analyse critique d'une vingtaine de pages, le Président du MPR passe en revue la crise que traverse notre pays depuis 2012 en assénant des vérités que certains n'aimeraient pas en-

tendre et en proposant « des pistes de solutions » qui ont, en plus de leur justesse, le mérite de proposer des voies de sortie de crise. Si Choguel Kokalla Maïga est conscient de la responsabilité conjuguée des « Présidents dé-

mocratiquement élus » dans la naissance et l'amplification de la crise malienne, il ne se prive pas de montrer le rôle joué par la France et la Communauté internationale dans ce qui apparaît comme un vaste complot visant la partition du Mali. En remontant aux sources, le Président du MPR écrit : « Modibo Keïta et ses compagnons de l'US-RDA, en proclamant le 22 septembre 1960, l'indépendance de la République du Mali, libre de tout lien vis-à-vis de la





France, ruinait une certaine idée que l'ex-puissance coloniale se faisait des dirigeants des États nouvellement indépendants ». Cette audace du Premier Président du Mali ne lui sera jamais pardonnée d'autant plus que ses successeurs, malgré des fortunes diverses, sont demeurés attachés à la souveraineté du pays quand certains de ses voisins acceptent la présence de forces françaises sur leur sol.

D'après un plan et un scénario des plus machiavéliques, la France a mis en œuvre l'occupation du Mali qui lui échappait depuis le 22 Septembre 1960. Ainsi, Choguel K. Maïga écrit : « Le 6 avril 2012, les autorités françaises mettaient l'humanité, les peuples malien et français devant le fait accompli : la partition de fait du Mali, en soutenant ouvertement et en autorisant un groupuscule séparatiste qui ne représente que lui-même à accéder aux plateaux de France 24 et aux studios de RFI pour y proclamer l'indépendance d'un chimérique État de l'Azawad. Et ce, après plusieurs mois d'intenses activités de soutien multiforme : politique, médiatique, en conseil ». En installant le MNLA à Kidal et en refoulant les Forces armées maliennes de la ville rebelle, les autorités françaises ont choisi leur camp et c'est de là qu'est parti le sentiment de rejet de la politique française par des millions de Maliens.

Si le rôle scélérat de la France n'est plus à démontrer dans la naissance et la perpétuation de la crise que connaît le Mali depuis 2012, celui des Présidents maliens n'est pas oublié, au contraire. Le Président du MPR dénonce en

premier lieu le traitement humiliant fait aux Forces armées maliennes et de sécurité après le coup d'État de mars 1991, une armée accusée d'avoir été le bras armé de la dictature de Moussa Traoré contre le peuple malien. Alpha





Oumar Konaré qui a été le premier Président démocratiquement élu du Mali aura enfoncé l'armée malienne et conduit à sa chute. En effet, écrit Choguel K. Maïga, « Sa part de responsabilité, dans le tragique que les Maliens vivent actuellement au quotidien, est triple : il a détruit l'Armée nationale, légitimé la rébellion et s'est compromis avec les rebelles à travers des négociations à valises ouvertes et les intégrations sans discernement dans les Forces de défense et de sécurité comme dans la Fonction publique ».

La situation ne s'améliore guère avec la venue de Amadou Toumani Touré (ATT) au pouvoir en juin 2002. Avec lui « Aucune mesure vigoureuse n'est prise pour reconstruire l'Armée Nationale détruite par son prédécesseur. Déjà en 2003, au cours d'une séance à huis-clos à l'Assemblée Nationale, des officiers patriotes ont informé les députés de l'état calamiteux de l'Armée. Pour contrer les rebelles de Kidal qui continuent de défier l'État, il encourage la création des milices, arabe et touarègue, dirigées respectivement par des officiers anciens rebelles intégrés dans l'Armée. Les trafics de tout genre sont tolérés et prospèrent : otages, drogue, armes. La haute Administration se compromet avec les trafiquants. Certains trafiquants notoires ou leurs complices se font élire dans les Institutions de la République et dans les circonscriptions administratives de base (Assemblée Nationale, Haut Conseil des Collectivités, Conseils de région, Conseils de cercle, Mairies) » souligne le Président du MPR.

Alpha Oumar Konaré aura détruit l'Armée ma-

lienne et ATT l'aura sacrifiée. Ainsi, lorsque des envahisseurs pénètrent au nord du Mali suréquipés en armements militaires pris à la Libye, c'est un Président de la République amorphe qui les accueille à bras ouvert. « La faute suprême et fatale est commise dans le courant du dernier trimestre de l'année 2011. Un groupe de mercenaires, venu de Libye après la chute de Kadhafi et soutenu par des puissances étrangères, est autorisé à pénétrer et à s'installer avec armes et bagages sur le territoire malien. Un comité d'accueil composé de plusieurs Ministres est dépêché à sa rencontre, avec une importante somme d'argent et des denrées alimentaires. Quelques semaines plus tard, ces mercenaires, naguère au service de Kadhafi, font la jonction avec le MNA et les signataires de l'Accord de 2006, créent le MNLA, ravivent la rébellion et passent à l'attaque le 17 janvier 2012 ».



Le pouvoir de Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) salué par une large majorité des Maliens qui avaient placé en lui tous leurs espoirs, est présenté par Choguel Kokalla Maïga comme celui « de tous les dangers ». Plébiscité par les électeurs maliens en 2013, IBK n'aura pas su appuyer sur cette légitimité pour se concilier toutes les forces vives du pays. Bien au contraire. Comme l'écrit le Président du MPR « La première des fautes commises par Ibrahim Boubacar Keïta est la très mauvaise appréciation qu'il fit de la situation d'État failli dans lequel se trouvait le Mali en septembre 2013. Au lieu de rechercher à créer les conditions de l'union sacrée, afin de faire front commun face aux périls qui menacent la nation, il s'est cru à la tête d'un pays démocratique normal.

Il s'est installé dans le rejet et la stigmatisation de tous ceux qui ne l'ont pas soutenu aux élections ou le critiquent, créant du coup une crispation et la radicalisation de l'Opposition politique et d'une partie de l'opinion publique qui, à leur tour, ont systématiquement rejeté tout ce qui vient de lui, ne lui ont ménagé aucune critique ou dénigrement ». Choguel K. Maïga pointe ensuite du doigt la grande corruption du régime d'IBK qui aura gravement nui à l'équipement de l'Armée malienne et des Forces de sécurité. En plus de ces erreurs fatales, le Président du MPR dénonce la politique des valises données aux responsables de la rébellion y compris quand un officiel devrait se rendre à Kidal occupée.

Ce sont donc des séries de décisions maladroites et de comportements antinationaux qui vont conduire à « l'internationalisation » de la crise malienne et une mainmise de la France sur le Mali. Si la situation est catastrophique



actuellement, elle n'en pas pour autant désespérée, estime Choguel K. Maïga. Le double jeu de la politique française au Mali est attesté par Hama Ag Mohamed du MNLA dans cette citation de Choguel K. Maïga : «La France nous avait donné son feu vert pour l'indépendance de l'Azawad. La France a demandé au MNLA de l'aider à faire désertier tous les combattants touaregs qui étaient dans l'armée libyenne pendant la guerre de Libye et de bloquer le recrutement des Libyens dans le nord-Mali et dans l'Air au Niger. En contrepartie, elle nous avait donné son feu vert pour l'indépendance de l'Azawad. C'est l'accord qui a été conclu avec la France. L'objectif était tout simplement d'affaiblir le gouvernement malien pour l'obliger à signer un accord de défense et, ensuite, s'octroyer des concessions minières : de l'or, du phosphate, du gaz, du pétrole etc. Et surtout, le bassin de Taoudéni qui est une mer intérieure d'eau douce ainsi que la base de Tessalit, une zone stratégique convoitée par les Américains, mais

aussi, par les Russes. Tout le monde veut avoir cette base. »

Pour le Président du MPR « Le tragique que vit le Mali n'est ni inédit ni unique : il a connu des moments plus terribles dans le cours de son histoire et d'autres peuples ont vécu ce qu'il vit actuellement. Le tragique n'est pas synonyme de chute irréversible. Déterminé, un peuple finit toujours par se relever et prendre son destin en main. Le peuple du Mali se relèvera. Le sursaut national auquel il ne peut se dérober suppose des préalables et des actes ». Les « préalables », ce sera notamment tenir un langage de vérité aux groupes armés qui, à travers des congrès et autres commémorations continuent de montrer qu'ils sont dans la logique du séparatisme. Un autre préalable consistera pour le « gouvernement malien de changer de comportement pour restaurer la confiance entre le Peuple et ceux qui ont en charge son destin ». Vérité également à la France qui « est, actuellement au Mali, sans mandat de l'ONU, sans l'accord de

ses parlementaires, depuis la mutation de Serval en Barkhane. Or, la situation ne cesse de se dégrader sur le terrain avec la multiplication des morts dans les rangs de son corps expéditionnaire. Elle commence à être embarrassante. Aussi, profitant de l'émotion créée par la mort de treize de ses soldats dans un accident d'hélicoptères, elle cherche à légitimer son action au Sahel ».

Nous aurons fait un grand pas en avant si nous arrivions à la «la création des conditions de l'union sacrée de tous les patriotes » car « la classe politique comme la société civile sont fragmentées, ce qui ne peut que faire le jeu des multiples adversaires », écrit Choguel K. Maïga qui par ailleurs souligne la nécessité d'une « relecture consensuelle de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger » comme le souhaite la majorité des Maliennes et des Maliens. Car, écrit le Président du MPR, « Quatre ans après sa signature, il n'a eu, comme effet, que de contribuer au pourrissement de la situation. Cela profite aux rebelles séparatistes qui ont obtenu par son intermédiaire ce qu'ils n'ont pas pu obtenir par les armes. De même, le pourrissement contribue à la réalisation de la stratégie visant à rendre irréversible le processus de partition du Mali à plus ou moins long terme ».

Un point faible : la rigueur scientifique est prise à défaut quand Choguel K. Maïga, héritier assumé de l'UDPM, absout ce parti et son chef Moussa Traoré qui a régné 23 longues années sur le Mali de toute responsabilité.

■ DIALA KONATÉ



## Figaro du Mali

Kayes/ Justice : le Procès Madou Koné renvoyé  
 Nous vous l'annonçons dans un article précédent, le Procès opposant notre confrère de la radio Kayira de Kayes, Madou Koné à Fatoumata Konaté, s'est ouvert aujourd'hui au tribunal de grande instance de Kayes. Pour rappel, la plainte pour diffamation a été déposée par Mme Sarr Fatoumata Konaté, chargée de communication du conseil régional de Kayes. La dame reproche au journaliste chroniqueur Madou Koné de l'avoir accusé de corruption. Alors que le journaliste dit avoir simplement fait une revue de la presse au cours de laquelle il a relayé une information tirée du journal de Le Sphinx.

En effet, dans sa parution du 21 juin 2019, numéro 739, nos confrères de Le Sphinx révélait un scandale financier au conseil régional de Kayes. Dans cet article intitulé « scandale financier au conseil régional de Kayes : plus de 800. Millions de détournement déjà mis au grand jour », Le Sphinx évoquait : « la chargée de communication... Mme Sarr Fatoumata Konaté a été interpellée pour avoir bénéficié d'une subvention de près de 10 millions de FCFA de la part du Conseil régional pour l'agence de communication SEYNAKOM dont elle est la propriétaire ». A en croire une source spécialiste en procédure de passation de marché public, la dame Mme Fatoumata Konaté a commis une grave faute administrative. « Même dans un marché de gré-à-gré, il faut au moins 3 soumissionnaires dans l'appel d'offre » s'est-il étonné. Au regard de tout ce constat, peut-on affirmer que la responsable de la communication du conseil régional de Kayes s'est-elle trompée de cible ? En tout cas, de source proche du dossier, le procès qui était prévu pour ce mardi 17 décembre 2019 n'a pas répondu à cette question. Il a été renvoyé au 14 Janvier 2020 et la consignation fixée à 100.000 FCFA.

Selon une source locale, la dame Fatoumata Konaté serait sous contrôle judiciaire pour des faits révélés par Le Sphinx.

A suivre... B.K



## Pan African Music

Dans le cadre du festival Les Transmusicales, le groupe franco-sénégalais Guiss Guiss Bou Bess offrirait l'alchimie bienfaitrice de son 'electro-sabarisation' à une poignée de détenus du Centre Pénitentiaire de Rennes-Vezin



## Présidence de la République du Mali

Le Président de la République a assisté, l'après-midi du 17 Dec. 2019, aux obsèques de feu Mme N'Diaye Goundo Sacko décédée à l'âge de 87 ans.

Enseignante de profession, Ndiaye Goundo Sacko a consacré sa vie à l'éducation et à la formation des enfants.



De cette oeuvre exaltante, Mme N'Diaye obtient entre autres distinctions, la médaille de Chevalier de l'Ordre National en 2009. Elle fut élevée au grade d'Officier de l'Ordre National du Mali par Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita, Grand Maître des Ordres Nationaux.

Mme N'Diaye Goundo Sacko laisse derrière elle sa famille et ses proches inconsolables.

Dors en paix Ndiaye Goundo Sacko, l'enseignante modèle.

## Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

IALOGUE NATIONAL INCLUSIF

Jour 4 : Les ateliers thématiques se poursuivent !

En images Son Excellence Monsieur Tiébilé DRAMÉ, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale à l'atelier du groupe thématique : Paix et Sécurité au CICB où se déroulent les travaux.



## Elhadj Djimé Kanté

Cette publication m'a fait pleurer car j'ai connu Barry le battant de son vivant

"Moussa Barry : la seconde mort !

Le cameraman Barry, l'un des plus doués de sa génération, ne maniait pas que la caméra. La caméra était toute sa vie. Sauf que Barry n'est plus parmi nous, il y a de cela au moins cinq mois. Une première mort, acceptée par tous, amis, collègues, familles. Et, pour nous consoler, tous avaient prié pour le repos de l'âme du disparu. Dieu avait fait ce qu'il y a de mieux.

Seulement voilà, de nombreux attristés par sa mort se sont mis en commun pour causer la seconde mort de leur ami et collègue, Moussa Barry. Terrible vie que notre existence sur terre. Comme le dit cette chanson populaire, seul un homme de bon cœur peut s'occuper de la famille d'un défunt. Je refuse ou plutôt je peine à croire que parmi les amis de Barry, il n'y ait point un homme de bon cœur.

Oui, après son décès, la famille Barry peine à survivre. De son vivant, avec sa caméra, il prenait en charge sa famille à Dijocoron. Modeste, il donnait ce qu'il pouvait à ses enfants et restait toujours la caution morale. Barry entretenait sa famille dans l'espoir de lendemains meilleurs. Mais, disparu, la famille de Barry se cherche.

«Trouver à manger» n'est pas régulier. «Aller à l'école» pour les enfants n'est plus garanti. Lesquels ne connaissent plus les fêtes. Et, pour faute de moyens, les enfants de Moussa Barry ont été chassés de l'école privée qu'ils fréquentaient. Ce n'est pas certain qu'un des enfants de Barry lui emboîte le pas pour devenir ce cameraman qu'était son Papa. Sans aucun doute, la seconde mort de Barry est programmée.

Vous qui appréciez le professionnalisme de Barry, pensez à ces enfants quand vous signez le bulletin scolaire de vos enfants. Vous qui cherchiez à être devant l'objectif de la caméra de Barry, pensez à la famille de Barry, quand vous pensez à ces portraits dont Barry avait





le secret. Vous qui preniez du plaisir par ce bonheur procuré par l'humour de Barry, pensez au malheur et aux difficultés de la famille Barry. Rassurez-vous, que « l'excuse je n'étais pas au courant » ne sera pas acceptée. Comprenez alors que cet article n'est pas une demande d'assistance.

Non, c'est surtout un devoir de reconnaissance envers quelqu'un qui, d'une manière ou d'une autre, a rendu service à celui qu'il a pu fréquenter durant sa vie sur cette terre. Alors, évitons d'être responsable de la seconde mort de Moussa Barry. C'est une nécessité, un geste de reconnaissance. Un geste possible par ce contact téléphonique 77 03 09 13 ou à la rédaction du Journal Le Reporter.

Pardon mon ami, pour cet article, vivant tu n'accepteras pas. Toujours derrière la caméra, jamais devant. Le bien est toujours récompensé et tu l'incarnais. Toi qui rendais service à ton prochain au bon moment sans qu'on te le demande. À votre tour, rendez-lui service, pensez à sa famille."

Diak

## Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

DNI: La proposition est faite pour aller à un mandat de 7 ans non renouvelable pour le Président de la République.

DNI: Un intervenant propose que le Président de la République jure sur le Coran ou la Bible en prêtant serment.



## Touré Abdoul Karim

Les populations du Nord ont été envahies en 2012. Ils ont été abandonnés par l'État malien, et ont subi toutes sortes d'exactions par des groupes rebelles touarèges. Ces régions sont toujours dans cet état d'abandon, malgré les théâtres présentés par l'État malien pour démontrer que c'est seulement kidal qui est le problème. Aujourd'hui l'État malien négocie et prend en considération toutes les revendications de ces groupes rebelles, parce qu'ils ont tué des civils et des militaires et ils ont toujours les armes à la main. L'État soudoie ces mêmes rebelles armés, malgré son indifférence des populations abandonnées et les invite avec logo et drapeau pour parler d'une utopie D'AZAWAD.

Que les maliens se ressaisissent et qu'ils comprennent que si le Mali existe aujourd'hui, c'est toujours à cause des populations du Nord qui sont demeurés dans leur position, malgré toutes les menaces qu'elles subissent avec ces groupes armés.

La France lutte contre le terrorisme au sahel, mais elle se défend plus pour ses relations privilégiées avec kidal. C'est à partir de là que l'existence du territoire malien demeure menacé.

Aujourd'hui, elle privilégie le dialogue pour aboutir à l'accord comme promis à kidal.

Le problème est que ces groupes de rebelles sans territoire réel, ne savent rien d'autre que le grand banditisme. Ils ont massacré tellement de militaires et des civils maliens, qu'ils ne peuvent pas parler



de paix, malgré que ce mot est devenu une chanson sur leurs lèvres. Ils sont incapables de prendre en compte les multiples facteurs de la gestion d'une société d'humains que tout sépare et qui vivent dans cette diversité.

Il faut revendiquer tout en faisant la guerre. C'est une stratégie purement mafieuse. Ce n'est pas pour rien qu'ils sont boudés au Nord du Mali, malgré les chantages qu'ils utilisent comme fond de commerce. Si l'État malien fait l'erreur de leur céder cette partie du territoire, il ne sera plus responsable de cette zone et notre destinée en tant que peuple prendra fin ce jour-là. Continuez de les nourrir, leur donner de l'argent, mais celui qui fait l'erreur de céder sera responsable de ce qui adviendra...

Ces terroristes invisibles qui n'ont pas d'images et qui ne sont vus par personne, doivent être photographiés et publiés. Pas les photos des ces voyous d'Iyad et autres à la solde des services secrets français. Nos États ne peuvent plus encaisser autant de pertes.

Macron a voulu convoquer nos présidents pour prouver à l'opinion publique française que ce sont nos États qui veulent de la présence française. C'est faux ! C'est l'armée française qui coordonne tous ces massacres.

Le peuple nigérien doit être soutenu. Quelle honte avec un gouvernement malien remplis de zombies. Ils n'ont même pas pu enterrer dignement leurs militaires, à plus forte raison de montrer leur soutien à l'État nigérien.

C'est l'histoire qui tourne contre vous, tous les sabotages sortent, tous les mensonges cachés sortent. Des individus âgés, sans scrupules ni honte, qui veulent se faire respecter.

Prenez votre humiliation ! Après combien d'années, qu'est-ce que vous avez fait ? Des sous-fifres qui ne pensent, ne réfléchissent et ne décident que par la France. Elle est là votre humiliation. Tout ce que vous avez réussi, c'est de faire tuer les enfants et vider nos pays par l'insécurité, et la mort.

Le père fait du karaté, le fils danse, les maliens meurent comme des mouches et les misérables à côté d'eux, insistent que c'est normal. Les mendiants pro-français, trouveront toujours quelque chose à dire et quelqu'un d'autre à accuser.

Ce n'est que le début avant la désolation totale. Continuons à nous mentir.

Il faut que nos chefs d'État sortent de ce jeu de mensonges et alertent les populations. Si des camps militaires peuvent être attaqués avec autant de dégâts, imaginez une ville, les dégâts dépasseront l'entendement. Il y a énormément des intérêts dans cette guerre fabriquée. Des contrats fallacieux ont été signés par nos gouvernements, ce sont les peuples qui paient le prix.

Le Mali, le Niger et le Burkina sont attaqués. La Mauritanie et l'Algérie, maintiennent leurs positions. Cette France et sa coalition internationale ne partiront pas du sahel les mains vides.

On dirait que ces armes et ces criminels appelés terroristes, tombent du ciel. Alors que tout cet arsenal passe par des pays.

Ce conflit n'a apparemment montré que quelques facettes parmi tant d'autres. Un appel pour la défense de la patrie doit être fait, sinon des populations qui ne sont pas prêtes pour la guerre deviennent des

gibiers faciles à tuer et disperser.  
Ceux qui parlent de libération Pacifique de nos pays, ne semblent pas comprendre la profondeur des liens.  
#Aux\_Soldats\_nigeriens\_Reposez\_paix  
Touré Abdoul Karim

## Yehia Tandina



**TOMBOUCTOU : LE DIRECTEUR DES EAUX ET FORÊTS DE TAOUDENI LIBÉRÉ**

Enlevé hier soir entre L'éré et Nampala, Mr Indje hameye Cissé a bord d'un véhicule avec son chauffeur, quand des individus l'ont arrêté. Le chauffeur libéré au même moment tandis que le directeur a été maintenu entre les mains de ses ravisseurs. Je viens juste d'apprendre de Sources concordantes qu'il a été libéré. Affaire à suivre.

Moriba Diallo à SYNEFACT INFORMATIONS : \*Le Mali n'est pas un pays pauvre, c'est le vol des deniers publics qui l'appauvrit\*

**TOMBOUCTOU : LE 10 DÉCEMBRE CÉLÉBRÉ** : La salle de l'institut Ahmed Baba de Tombouctou a refusé du monde. Pour cause les jeunes se sont mobilisés avec la MINUSMA pour commémorer la journée internationale des droits de l'homme.

Cette édition 2019 a pour thème : les jeunes s'engagent pour les droits de l'homme. Le mariage précoce était l'une des violations de ses droits auquel, ils ont décidé de mettre fin. cela s'est illustré par une démonstration artistique de la troupe de Handedeou.

## Primature du Mali



**COOPERATION #Signature #Financement #TNT**  
Le Premier Ministre Dr Boubou Cissé a procédé à la signature d'une convention pour un appui de deux milliards quatre cent huit millions de francs CFA pour le financement de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage déléguée pour le déploiement de la #Télévision #Numérique #Terrestre (TNT) avec son Excellence Joël Meyer, ambassadeur de France au Mali. Cet appui porte à 31,408 milliards de FCFA l'enveloppe totale allouée à la transition numérique par la France.

## Awa Sylla



Si vous avez décidé de vous boxer épargnez les belles dames. Si la parole est d'or, le silence est diamant. Alors sachons fermer la bouche souvent c'est plus que bénéfique.

## Paul Diarra



Visite du chantier du Projet d'aménagement routier et de facilitation du transport sur le corridor Bamako-Zantiébougou-Boundiali- San

Pedro. Dans le cadre de la deuxième réunion de l'année 2019 du Comité Technique Mixte du projet, une visite sur le terrain a eu lieu le 12 décembre.

Elle a permis de vérifier l'état d'avancement des activités, quantifiable à 73% à la date d'aujourd'hui, et la bonne qualité des travaux déjà exécutés.

Le projet, financé pour la part de l'Union européenne à la hauteur de environ 15M € (soit plus de 9,8 milliards de F CFA) via un "blending" avec la BAD, prévoit coté malien l'aménagement et le bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire, long de 140 km environ. Ce tronçon, avec les réalisations d'aménagements en cours coté Ivoirienne, permettra de relier Bamako au Port de San Pedro sur une distance d'environ 1045 km.

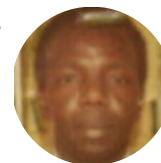
Ce projet contribuera à renforcer une intégration régionale au sein de l'UEMOA et à améliorer les échanges commerciaux entre le Mali et la Côte d'Ivoire.

## Kadidia Fofana



Moussa Ag Attaher vient de demander pardon au nom de la CMA suite à l'incident d'hier.

## Amadou Tall



Amadou Tall, pensif.

QUE VEULENT ILS? -

Chasser la #France, faire venir les #Russes, négocier directement avec les vrais chefs #Jihadistes, s'en remettre à Allah, ...

M'enfin, que veulent les maliens?

Juan GOMEZ (#RFI), à l'instant sur le DNI:

"A qui la faute si l'opposition a refusé la main tendue de #IBK ?"

JIHAD/: TROIS TCHÉTCHÈNES ARRÊTÉS À VIENNE -

Les trois El préparaient un Noël sanglant en Autriche, en Allemagne et en France.

Amadou Tall est avec Issiaka Malien Lamda.

RETOUR D'EXIL FORCÉ -

#ATT est donc enfin de retour. DÉFINITIVEMENT: on insiste sur ça. 7 ans après.

Dans l'anonymat par rapport à décembre 2017 où l'accueil fut grandioses.

La présidence de la République, la Primature et le Gouvernement ont, à mon avis, ignoré l'événement.

Et après ? Revenu pour quoi faire ? Quelle a été la motivation réelle derrière ce retour ? Et quoi après le passage de la nouveauté du retour ?

INSECURITÉ ET EXTRÊME #PAUVRETÉ DANS LE MONDE:  
L'#AFRIQUE SUBSAHARIENNE DANS LE ROUGE-

Ces deux cartes nous le montrent : là où il y a l'insécurité (en rouge sur les deux cartes), règne la misère noire.

Cela fait 20-30 ans que la pauvreté recule année après année dans le monde. Sauf en Afrique subsaharienne où c'est l'extrême pauvreté qui grimpe sans arrêt.

L'insécurité aussi. Même les pays où on croyait que la paix était reine, la Côte d'Ivoire par exemple (et même le Mali ?), ont fini par connaître la violence à grande échelle.

L'insécurité engendre forcément la pauvreté. Le travail et l'intelligence sont les deux mamelles de la richesse, du progrès et du bien-être. L'insécurité tue le travail et brime l'intelligence.

Jusqu'à quand est-ce que les #africains vont comprendre les choses élémentaires ? Et cesser de s'entretuer pour le compte d'autrui ?

## Cellou Dalein Diallo

Le décès de Alpha Oumar 3 Diallo est une grande perte pour l'UFDG. Mes condoléances à sa famille, à la commune de Ratoma dont il était Vice-Maire, aux jeunes de Ratoma 3 dont il était le Secrétaire fédéral et au CNJ. Que son âme repose en Paix



## Yacouba Issoufou PC

Dans cadre ouverture session d'assises judiciaires année 2019, UNPOL/ UN\_MINUSMA

a procédé à la sécurisation Cour d'Appel Mopti. cérémonie en présence du Représentant du Gouverneur Région Mopti, des Autorités politico-administratives, des leaders communautaires et religieux.



## Keita Aminata Maiga

J'ai officiellement lancé, ce 17 dec. 2019, la 15ième édition de la Campagne Nationale en faveur de la Promotion de la Planification Familiale, au village de Tabacoro. Merci à toute la population du village pour l'accueil très chaleureux.



## Mohamed Missifing Keita

Mohamed Missifing Keita, déterminé, avec Fahad Ag Almahmoud et 7 autres personnes. Il N'est Pas Question Que Les Maliens Perdent Leurs Temps Dans Un Débat Inutile Sur Kidal, Le Développement Et La Révision Constitutionnelle. À L'instant Le Mali N'existe Pas Pour Qu'on Y Change Ou Développé Quoi Que Ce Soit, De Macina À Tinza. Le Mali N'existe Il Est Sous Contrôle Des Terroristes, Des Hommes Contre Nos Valeurs, Nos Principes Et Tous Ceux Qui Fait Du Mali Un Pays Entière. Nous Devons Consacrer Notre Énergie Pour Sa Libération Et Non Pour



Un Dialogue Dont Le Moment N'est Pas Propice. Concernant La Soi Disant Présence De L'État Comme Aimait Bien Nous Faire Croire Notre Confère Mossa Ag Attaher À Travers Sa Plume N'est Que De La Poudre Aux Yeux Et La Faiblesse De Notre Gouvernement Et Les Groupes Signataires Qui N'ont Pas Le Courage De Dire Au Peuple Qu'ils Sont Pris En Otages Par Les Terroristes Et Ne Contrôlent Rien Au Nord De Notre Pays Renforçons Notre Sécurité, Libérons Le Mali Après Nous Pouvons Parler De Son Développement Et Ses Politiques Rien N'est Possible Dans Cette Insécurité Même L'application De L'accord D'Alger, Il Faut Les Acteurs Pour Sa Mise En Oeuvre Soient Indépendant De Leurs Déplacements Et Positions Sur Le Terrain Chodi Ag Lors Du DNI

## La France au Mali

Nouvelle étape vers le déploiement de la Télévision numérique terrestre (TNT) au #Mali ! Signature par le Premier ministre et l'ambassadeur de @FranceauMali d'un financement additionnel de 3,5 M€ pour accompagner ce déploiement d'ici fin 2020. @GouvMali



## Moïse Katumbi

Partout en RDC, l'impatience est grande pour que nous créions un grand parti proche des Congolais, démocratique et réformateur. Nous y sommes, portés par la volonté commune de transformer la société pour garantir à nos concitoyens plus de liberté, de justice & de solidarité !



## Dr Djamila Ferdjani

Big up à ceux qui s'assument quand ils font des choix qui plaisent pas à leur entourage, à ceux qui sont capables de rester objectifs et d'exprimer même si ça leur coûte cher, à ceux qui s'insurgent contre l'inacceptable quitte à perdre les avantages liés au silence ou flatterie.



## Mamadou Ismaila KONATE

#Mali : Les exigences démocratiques assujettissent à un contrôle citoyen de plus en plus accru. Les fausses promesses électorales, la fraude et l'achat des consciences engagent ceux-là dont l'attitude révèle leur nature fourbe en tant que serviteurs de l'Etat et des collectivités



## Fahad Ag Almahmoud : « L'insécurité et la gouvernance sont des préoccupations majeures »



Fahad Ag Almahmoud connaît de A à Z l'Accord pour la paix et la réconciliation pour avoir été présent à toutes les phases d'Alger à Bamako. Selon lui, le Dialogue national inclusif doit aboutir à des recommandations pertinentes pour aider notre pays à avancer vers la sortie de crise.

Le problème d'ordre sécuritaire est devenu, avec le concours de plusieurs acteurs, un problème très compliqué auquel on n'arrive pas à trouver de solutions. Non seulement, il y a les acteurs de l'insécurité, mais aussi il y a la classe politique et la société civile. À mon avis, tous ceux-ci doivent constituer un front uni avec le gouvernement pour aider le pays à faire face à la menace terroriste qui contraint aujourd'hui des milliers de Maliens à quitter leurs domiciles », a-t-il indiqué.

Pour Fahad Ag Almahmoud, la préoccupation première de la Plateforme au Dialogue national inclusif est le problème d'insécurité. La seconde, a-t-il ajouté, a trait au problème de gouvernance.

«Ce pays a toujours eu des problèmes de gouvernance. Le régime de la première République a tenté de faire vraiment des pas dans le sens d'un Etat. Le régime de la deuxième République a fait presque pareil. Mais à partir de la troisième République, l'Etat ne s'appuie plus sur des institutions mais sur des communautés, des familles et même des individus. Lesquels individus avaient pris l'habitude d'être les seuls interlocuteurs de l'Etat. Au fil du temps, ces mêmes individus se sont retournés contre l'Etat. Nous pensons qu'au sortir de ce dialogue, il y aura des recommandations pertinentes pour que la gouvernance de ce pays puisse dorénavant s'appuyer sur les institutions et non sur des individus», a-t-il préconisé.

En outre, Fahad Ag Almahmoud a tenu à souligner que la Plateforme n'a jamais été réticente au Dialogue national inclusif. «On est conscient du danger qui guette ce pays, c'est pourquoi, nous accompagnons toujours les bonnes volontés pour le redresser. Nous n'avons jamais demandé à déstabiliser l'Etat et nous n'avons jamais demandé la partition », a fait savoir le secrétaire général du GATIA, ajoutant que le groupement continuera à œuvrer pour que l'Etat garde son caractère républicain et laïc et pour que le Mali recouvre l'ensemble de son territoire.

■ M. K.

## Baromètre de conjoncture des entreprises du mali : "Synergie" contre le terrorisme



Dans le rapport de l'édition 2019, le président du Conseil National du Patronat du Mali, Mamadou Sinsy Coulibaly, à l'ouverture des travaux de la 7ème édition, a procédé à la présentation du Baromètre de conjoncture des entreprises du Mali. C'était en présence des chefs d'entreprises maliens et étrangers.

Initié par le CNPM, le Baromètre de Conjoncture des Entreprises du Mali vise à identifier le point de vue des chefs d'entreprises sur le climat dans lequel leurs affaires créent et se développent. A cet effet, il constitue un des outils correspondant à la stratégie de plaidoyer du patronat, sur une base tangible de ce qui est le plus important pour les entreprises. Les perceptions de ce secteur privé sur l'environnement des affaires auprès des dirigeants de 174 entreprises au Mali. Les analyses livrées dans le rapport découlent exclusivement des données de l'enquête BCEM réalisée de mai à août 2019. S'agissant de leur embarras, le 1er vice-président, Seydou Mamadou Coulibaly a jugé nécessaire que les entreprises traversent une période difficile notamment la commande publique qui n'est pas à hauteur de nos souhaits. En ce qui concerne le facteur qui handicape les entreprises, il se trouve que les entreprises rencontrent des problèmes dans le financement de leur activité. « Près de 80% des entreprises sont constituées par des petites et moyennes entreprises. On a des problèmes pour produire et la commercialisation est au ralenti », a-t-il affirmé. Selon le vice-président du CNPM, cet exercice auquel nous nous attelons depuis 7ans est extrêmement important pour les chefs entreprises parce qu'il nous permet, à travers, de faire la commande à un consultant et de prendre la température économique des entreprises sur la place. « Une fois les sondages et les enquêtes faites par le consultant, il nous restitue un rapport qui est présenté à l'ensemble des chefs d'entreprises, du groupement professionnel, les membres du CNPM pour que nous puissions faire un point de vue sur la conjoncture qui frappe les entreprises dans ce pays », a-t-il poursuivi. Après une présentation de l'échantillon et des performances réalisées pendant l'exercice comptable 2018, les perceptions des dirigeants d'entreprises sont livrées, entre autre, sur les facteurs de production, la dynamique concurrentielle sur le marché, les cadres réglementaire et institutionnel, a dit le consultant. « Nous sommes satisfaits du rendu de ce consultant. Nous constatons que les points de vue sont soutenus dans ce rapport. Celui-ci exprime très bien ce que les entreprises pensent sur la réalité économique de notre pays », a témoigné Seydou Mamadou Coulibaly.

■ Ibrahim Sanogo

## Mission Permanente du Mali à ONU : Adoption de la résolution «Appui à la région du Sahel»



Le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies a adopté sans vote ce 10 décembre 2019, la résolution intitulée « Appui à la région du Sahel », lors de sa dernière séance formelle au titre de l'année 2019.

Présentée par l'Ambassadeur Mariam FOFANA, Représentante permanente adjointe du Burkina Faso qui assure la Présidence en exercice du G5 Sahel, la résolution, en plus des cinq pays membres du G5 Sahel, a été coparrainée par 36 Etats issus de tous les groupes régionaux. Cette résolution vise à améliorer l'efficacité du soutien apporté par la communauté internationale à la région du Sahel à travers une meilleure coordination.

Par cette résolution, l'ECOSOC, entre autres, demande au Système des Nations Unies, aux institutions financières internationales, à l'Union africaine et aux autres organisations régionales et sous régionales, ainsi qu'aux autres acteurs concernés, tels que l'Alliance pour le Sahel, de continuer à aider les pays de la région du Sahel en fournissant un appui mieux coordonné et rationnel, conformément aux priorités et politiques nationales.

De même, l'ECOSOC demande aux entités du système des Nations Unies pour le développement de se donner les capacités, d'aider les gouvernements de la région du Sahel, à atteindre les objectifs de développement durable.

## Assainissement de Yelimané : Housseïni Amion GUINDO reçoit une délégation de Montreuil



Porteuse d'un projet d'assainissement pour la ville jumelle de Yélimané, la délégation de la municipalité de Montreuil en France conduite par le maire Patrice Bessac a été reçue en audience par le Ministre Housseïni Amion GUINDO ce lundi 16 décembre 2019.

A Bamako depuis hier pour booster les liens historiques entre la ville de Montreuil en Ile-de-France et Yélimané dans la région de Kayes, la délégation conduite par le maire et son adjointe Mme Djénéba KEITA, a profité de l'opportunité pour rendre visite au Ministre Housseïni Amion GUINDO. L'objectif de Patrice BESSAC et sa suite était de solliciter l'accompagnement du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable dans l'exécution d'un certain nombre de projets de coopération décentralisée dans le domaine de l'assainissement. Il s'agit essentiellement de la réalisation de 60 latrines dans 60 écoles du cercle de Yélimané. Cet ambitieux projet qui porte sur les déchets liquides est appelé à intégrer les déchets solides si le financement nécessaire suivait. Pour ratisser large dans ce cadre, la délégation est venue solliciter l'accompagnement de l'Etat. Sensible à cette mobilisation pour notre pays, le Ministre Housseïni Amion GUINDO a salué le volontarisme des partenaires français dans la quête d'un cadre de vie meilleur au Mali. Pour le 1er responsable de la politique d'assainissement de notre pays, l'Etat ne manquera pas de jouer sa partition. Il rassuré ses interlocuteurs du jour de la disponibilité du gouvernement à les accompagner dans tous les projets qui concernent l'environnement, l'assainissement et le développement durable. En attendant un accompagnement financier à travers le fonds climat, Housseïni Amion GUINDO a promis un accompagnement technique pour la réalisation et l'entretien des ouvrages.

**malikile.com**  
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74<sup>ème</sup> Maliki  
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

## Rebondissement dans l'affaire Adama Sangaré : Le juge d'instruction de Koulikoro se déclare incompétent

Désigné par la Cour suprême du Mali pour instruire le dossier du Maire du district de Bamako, Adama Sangaré, le Juge d'instruction du Tribunal de Grande instance de Koulikoro vient de se déclarer incompétent.

Un véritable imbroglio judiciaire. Cette décision du Juge d'instruction de Koulikoro pose un problème de droit d'autant plus que le même Adama Sangaré avait été confié à la même juridiction, il y a quelques années dans une affaire qui lui a valu une inculpation et un mandat de dépôt à la Maison d'arrêt de Koulikoro. En son temps, on avait argué le privilège de juridiction dont bénéficient les officiers de police judiciaire. La loi et la pratique voudraient que les maires et les officiers de police judiciaire ne soient pas incarcérés dans leurs circonscriptions respectives.

C'est cette vérité juridique et judiciaire qui a amené la Cour Suprême du Mali à dessaisir le Pôle économique et financier du Tribunal de Grande instance de la Commune III du district de Bamako pour confier tout le dossier des travaux d'embellissement de la ville de Bamako lors du cinquantenaire de l'indépendance du Mali ainsi que celui de l'achat de hydrocarbures de la société énergie du Mali. La jonction de la procédure qui a été faite par les enquêteurs du Pôle économique et financier de Bamako a donné naissance à ce qu'on appelle aujourd'hui le dossier des hydrocarbures. Toutes les personnes impliquées dans ce dossier devraient être transférées à Koulikoro pour les besoins de l'enquête.



Mais aujourd'hui avec cette décision du juge d'instruction de Koulikoro, c'est le retour à la case de départ.

Quel sera alors le sort des personnes détenues à la MCA de Bamako ? On peut affirmer sans risque de se tromper que les personnalités en détention à la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako sont devenues depuis lors les otages de la justice malienne.

Comment peut-il en être autrement si on sait que depuis l'avis de la Cour suprême du Mali, lesdites personnalités échappent à tout contrôle du Pôle économique et financier de Bamako qui, il faut le rappeler, est à la base de leur incarcération.

Par ailleurs, la direction de l'administration pénitentiaire, particulièrement le Régisseur de la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako, n'a plus aucune base légale pour faire une prise de corps des personnes en cause. La conséquence juridique de la décision du juge d'instruction de Koulikoro est que le Maire Adama Sangaré et ses codétenus doivent nécessairement bénéficier des mesures de liberté provisoire en attendant l'issue de la bataille judiciaire qui est en cours.

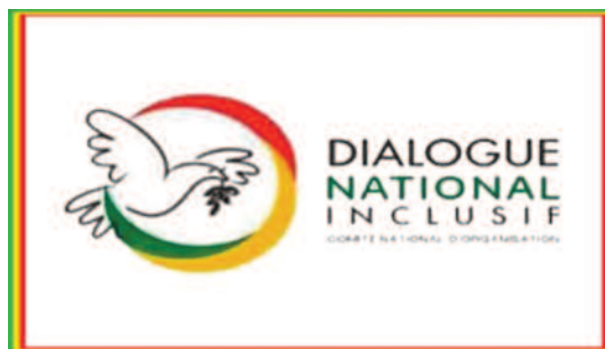
■ Birama FALL

## Communiqué du gouvernement suite aux rumeurs circulant sur la signature d'un document en vue de la participation effective de la CMA au Dialogue National Inclusif (DNI)

Le Gouvernement de la République du Mali, contrairement aux rumeurs qui circulent, tient à préciser qu'il n'a signé aucun document en vue de la participation effective au Dialogue National Inclusif (DNI), de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), de la Plateforme des Mouvements du 14 juin 2014 d'Alger et de l'Inclusivité.

Le Gouvernement et les parties signataires, restent conformes aux dispositions à l'Article 65 de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger, qui indiquent clairement que : « Les dispositions du présent Accord et de ses annexes ne peuvent être modifiées qu'avec le consentement express de toutes les parties signataires de l'Accord et après avis du comité de suivi. »

Le Gouvernement de la République du Mali compte sur la bonne compréhension de toutes et de tous pour un dialogue national apaisé, constructif et fructueux dans le seul intérêt de la République du Mali. Que Dieu bénisse le Mali !



Bamako, le 16 décembre 2019

Le Ministre de la Communication,  
Chargé des Relations avec les Institutions,  
Porte-parole du Gouvernement  
Yaya Sangaré

## Commune rurale de Mountougoula : Le maire Daouda Diarra aux arrêts

L'arrestation des maires continue de plus belle. Après celle du maire de Baguinéda, le maire de Mountougoula vient de faire les frais de ses présumées combines au sein de sa mairie. Il a été arrêté et déferé à la prison centrale de Bamako la semaine dernière. On lui reproche sa mauvaise gestion des affaires de la cité. Daouda Diarra, puisqu'il s'agit de lui, se serait rendu coupable des malversations foncières et financières dans sa commune aux mépris des intérêts des populations locales.

**S**elon certaines victimes du maire de Mountougoula, cette arrestation est la preuve que la machine infernale de la lutte contre les détournements de deniers publics est en marche. Elles pensent que la justice ne doit pas s'arrêter en si bon de chemin dans l'incarcération des sangsues de la nation qui se croyaient au-dessus de la loi. C'est pour cette raison qu'elles interpellent la justice à s'intéresser au cas de Bakoro Kané, deuxième adjoint du maire de Mountougoula, Sidy Yaya Doumbia, troisième adjoint, le conseiller Seydou Sinayoko et les bénévoles Kalilou Samaké et Madou Doumbia de ladite mairie. Ils



se seraient tous impliqués dans le vol des biens publics, dit-on. Visiblement, nous ne sommes plus à l'ère Alpha Oumar Konaré qui a osé dire à l'entame de son second mandat qu'il ne veut plus voir les maires spolier les terres ! Ce que le Mali doit faire c'est d'appeler tous les maires s'étant servis de la démocratie à expliquer leur gestion depuis l'ère Konaré. Cela est un impératif catégorique quand on sait que nul n'a reçu de Dieu la latitude de s'approprier les biens de tout un peuple. Il y va de la crédibilité de la lutte contre la délinquance financière et la corruption qui gangrènent dangereusement notre société.

■ Fodé KEITA

**SAMA**  
transfert d'argent

# Transfert d'argent

**ECONOMISEZ JUSQU'À**  
**40%**  
**SUR VOS FRAIS DE**  
**TRANSFERT D'ARGENT**

[www.sama.money](http://www.sama.money)

**An Bé Gnogon Bolo**  
On est ensemble

**Malitel**  
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1<sup>ER</sup> OPÉRATEUR GLOBAL  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700   
www.malitel.ml   
www.facebook.com/malitel.official 



## Accident sur la route de Kabala : Encore une étudiante tuée par une Benne

**Le cycle des accidents de circulation s'intensifie sur l'axe Kalabancoro-Kabala, un tronçon qui rallie cette commune rurale (cercle de Kati) à Bamako. Le lundi 16 décembre 2019, Aminata Keita a été fauchée à la fleur de l'âge à la suite d'un accident de circulation avec un camion benne. Il y a donc urgence.**

La jeune Aminata Keita était étudiante en licence 3, études germaniques à la faculté des lettres et des sciences du langage. Comme d'habitude, elle est sortie de la maison, accompagnée de son camarade de classe dans l'intention d'aller à l'université de Kabala pour poursuivre les évaluations en cours au titre de l'année académique 2018-2019. Mais, malheureusement pour eux, à environ 500 mètres du centre des œuvres universitaires, ils ont été victime d'un accident de circulation avec un camion benne. Après ce tragique accident, ils ont été transportés à l'hôpital pour recevoir des soins. Le destin en a voulu autrement, elle succomba à ses blessures. Son camarade de classe quant à lui est en soin intensif dans les services d'urgence de l'hôpital Gabriel. L'enterrement de la victime a eu lieu mardi 17 décembre 2019, à Médina Coura. Professeurs et étudiants ont tenu à prendre part à ladite cérémonie mortuaire pour rendre un dernier hommage à leur camarade. Dans la même dynamique de ce deuil, le comité de l'association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) a décrété 48 heures pour célébrer la mémoire de leur camarade défunte. Au cours de leur assemblée générale tenue au pôle universitaire de Kabala, les étudiants n'ont pas hésité de pointer du doigt la responsabilité des responsables du pays. Ils estiment que depuis les premiers accidents qui remontent de 2017, l'Etat devrait prendre toutes les dispositions nécessaires pour circonscrire à ce phénomène qui brise l'espoir des centaines de parents. « Nous lançons un cri de cœur aux autorités maliennes afin qu'ils viennent au secours aux étudiants maliens. Les futurs cadres de ce pays sont en dangers face à la recru-

descence des accidents avec toujours un bilan macabre. Sans mesure drastique, tous les étudiants sont en proie à l'insécurité routière », a martelé un étudiant.

### L'amertume des populations

La route de Kabala est une route où la fréquence des accidents est très élevée à cause de son étroitesse. Un professeur et plusieurs étudiants y ont perdu la vie. Une situation avait poussé les étudiants en son temps à déclencher une série de grève pour demander l'interdiction de circulation des camions bennes sur cet axe. Des mesures urgentes y ont été prises par le maire de Kalabancoro en parfaite symbiose avec le ministère des transports pour régler la circulation de ces engins qui perturbent la quiétude des étudiants. Malgré la prise cette décision, les camions bennes continuent de circuler en pleine journée au nez

et à la barbe des usagers sans jamais se faire inquiéter. En réalité, la plupart des propriétaires de ces camions sont dans les instances décisionnelles d'où ce refus d'obtempérer. A cette cadence, il serait très quasi impossible de prendre des décisions allant dans le sens de mettre fin à cette circonvolution d'accident sur la route de Kabala très fréquentée par les étudiants. Certains citoyens se disent ne pas comprendre le laxisme de l'Etat face à l'application de cette loi.

Environ 20 000 étudiants poursuivent leurs études à l'université de Kabala. Au mois de septembre dernier lors de la cérémonie de pose de la première pierre de Kabala phase II, présidée par le premier ministre Dr Boubou Cissé, les étudiants avaient interpellé le gouvernement sur l'urgence de construire une route spéciale dans le but de faciliter l'accès au pôle Universitaire du Mali. Ce joyau architectural est d'un don du peuple Chinois. Selon eux, la construction de cette route est plus qu'une nécessité au regard de la démographie galopante de la population. En attendant la réalisation de cette route, l'axe Kalabancoro-Kabala continue de déplorer des familles.

■ Ibrahim Sanogo



## Tribunal de la CIII : Deux gardes malmènent deux ouvriers



Le Tribunal de la Commune CIII du District de Bamako est placé au cœur du quartier commercial et est incrusté dans le Grand Marché de Bamako. Une zone de très grosse affluence donc. Du coup, beaucoup de badauds, de voisins et de passants ont assisté hier vers 13 heures à une scène navrante. Un spectacle d'autant plus regrettable qu'il implique nos hommes en tenues ; deux éléments de la Garde nationale en l'occurrence.

Mais, ce sont les magistrats aussi qui sont parfois derrière. Les juges du Mali ont très mauvaise réputation à cause de leurs comportements. Ce sont eux qui sont en première ligne pour laver propre le Mali. Mais il faut que le savon se lave d'abord pour rendre propre et que la règle elle-même soit droite pour tracer de bonnes lignes.

Pour ce qui concerne le travers d'hier, ces deux gardes en uniforme se sont pointés dans la cour d'un chantier contiguë au tribunal. Ils tombent sur deux travailleurs occupés à manger leur repas de midi. Ils demandent qui est le chef, comment il s'appelle, où il se trouve, etc. L'un des deux ouvriers répond aux questions au fur et à mesure qu'elles venaient.

Au lieu d'aller en haut pour aller voir le chef du chantier de construction, l'un des deux gardes interpelle, on va dire Doussouba pour la facilité du récit, violemment : « Pourquoi toi tu ne réponds pas ? ». Doussouba essaie de lui expliquer qu'il ne voulait pas, par politesse, couper les échanges avec son collègue, que toutes les façons, l'essentiel était que leurs

questions soient répondues.

Le garde pique une grosse colère, se saisit du plat de Doussouba, un bwa on va apprendre, et le pose derrière lui-même sur un petit mur et continue à marcher sur l'homme trapu dans la force de l'âge. Il se saisit de la manche courte du Lacoste du bwa affamé en furie. Doussouba tente de se dégager et la manche droite est déchirée jusqu'à découvrir son aisselle.

Le garde s'énerve de plus belle et lui intime l'ordre de sortir de la cour du chantier pour la rue. Doussouba refuse et répète que c'est ici que lui travaille et que le garde n'avait pas le droit de le chasser de son lieu de travail ou le

priver de sa nourriture qu'il a acheté avec son argent. Le garde en fait une question d'honneur et exige qu'il foute le camp.

Finalement, c'est la foule des badauds et des curieux qui vont demander à Doussouba de sortir de la cour. Les deux gardes montent voir le chef de chantier et s'en vont avec lui au tribunal tout prêt voir le procureur. À son retour du tribunal, le chef de chantier informe que c'est « Barou » qui était cherché.

Barou ? Oui, le richissime « Petit Barou » que tout le Mali connaît depuis des décennies à cause de son immense fortune. C'est lui qui a racheté les lieux à l'État et c'est lui qui reconstruit. C'était donc lui que les deux gardes étaient venus voir pour le compte, semble-t-il, d'un procureur.

Un employé d'un autre chantier nous indique que c'est toujours comme ça : « Quand les famas (hommes de pouvoir) ont besoin d'argent, ils viennent créer des problèmes. Pour soutirer de l'argent. Nous sommes en décembre, chacun prépare son 31 ».

Le ministre de la Justice, Malick COULIBALY, un juge devenu avocat, est en poste pour laver propre. Avec son procureur Mamadou KASSOGUÉ, ils sont en train de remplir toutes les prisons du Mali au nom de la lutte contre la « corruption » et l'enrichissement illicite. Lui et les autres font la guerre contre ces maux. Mais, cette affaire nous rappelle qu'eux-mêmes ne sont pas tous à 100% propres et doivent faire tout pour balayer devant leur porte.

■ Amadou TALL

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

## Le ministre Salif Traoré sur Klédu : «Il faut que nous soyons au-devant de notre situation»

**Pour encore clarifier certaines mesures prises, évaluer la situation auprès des populations et inviter les populations à plus de citoyenneté et de coopération, le Général de Division Salif Traoré était sur le plateau de la radio Klédu, le jeudi dernier.**

**D**e prime à bord, le ministre de la Sécurité a salué le travail des médias. Pour lui, la sécurité est une question de perception que les médias doivent bien distiller auprès des populations. Ce travail de sécurisation, d'après lui, prend en compte le contexte et l'urgence. « Il implique des efforts permanents et discrets qui ne peuvent être révélés qu'après leur aboutissement. C'est donc une situation que dicte le contexte au regard de ce que le Mali vit. Malgré les efforts déployés, il n'est pas facile d'être partout en même temps car le pays vient de loin », ajoute le Général.

Le principal chantier au niveau de la sécurité consiste à recruter des éléments, réussir leur

équipement et leur formation, à travers la loi de programmation de la sécurité intérieure. C'est un combat qui a commencé en 2017 et qui se poursuivra jusqu'en 2021, assure le ministre de la Sécurité et de la Protection civile. Quant à l'établissement des passeports, il ne saurait être le nid de la corruption car depuis quelques années déjà, les montants sont versés à la banque contre un reçu qui est joint au dossier déposé à la police des frontières. Le Ministre Salif Traoré a précisé que la confection du passeport coûte 55.000FCFA. Mais pour ceux qui espèrent l'obtenir en 24h, c'est la somme de 110.000FCFA. Les certificats sont gratuitement délivrés et aucun citoyen ne devrait se plaindre d'avoir payé de l'argent après la sortie publique du Directeur Général de la Police. Les cartes d'identité sont établies, dans toutes les préfectures, dans toutes les brigades et dans tous les commissariats, à 1.000FCFA.

La nouvelle loi sur la cybercriminalité est aussi une avancée notable que le département a défendue devant les députés qui l'ont adoptée.

L'opportunité de ce nouvel instrument réside dans la force que prend l'utilisation des réseaux sociaux. Les publications pornographiques, la diffusion de vidéos et d'images faisant la promotion des terroristes, les insultes et les manquements sur les réseaux et d'autres infractions seront désormais réprimés. Le ministère de l'Economie numérique, celui de la Justice et enfin le département de la Sécurité et de la Protection civile sont les plus concernés.

Réagissant à la posture et au rôle de nos partenaires, le ministre clarifie qu'ils sont venus en soutien à notre pays. « Dans un tel contexte, il faut que nous soyons au-devant de la situation et ne pas trop espérer sur quelqu'un d'autre. Nous ne saurions laisser les autres se substituer à nous dans ce combat. Ces partenaires doivent nous aider là où ils peuvent le faire car le Mali aussi a aidé dans d'autres domaines... », a affirmé le Général de Division Salif Traoré.

Le ministre a souhaité que les gens ne partagent pas les informations à caractère propagandiste, il ne s'agit plus de tendance majorité ou opposition. Éviter les rumeurs et les informations insensées est un grand soutien à nos forces de défense et de sécurité.

■ **Nouhoum DICKO**



## CCR : Le commandant de la compagnie primé par l'AJPM



**L'association des Jeunes Premiers du Mali (AJPM) a remis ce dimanche 15 décembre 2019, au Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba de Bamako, une distinction honorifique au Commissaire divisionnaire Abdoulaye Coulibaly, commandant de la Compagnie de la circulation routière (CCR) pour services rendus à la nation.**

**D**e façon unanime, le commandant de la CCR a été désigné comme un cadre intègre, honnête, bâtisseur et patriote. A cet effet, il a reçu ce dimanche sa distinction des mains des acteurs de l'Association des Jeunes Premiers du Mali (AJPM). Cette cérémonie était présidée par Hadji Harouna Diallo, Président directeur général de l'entreprise Khasso et du parrain Siaka B. Sidibé, Directeur régional de la Police du district de Bamako. De nombreux éléments de la Compagnie de la circulation routière, des parents

du récipiendaire, des autorités traditionnelles et communales ont également effectué le déplacement.

Sur les affiches, on pouvait lire entre autres : « Commissaire divisionnaire Abdoulaye Coulibaly, pour le Mali, vous restez un symbole dans la CCR » ; « Nous voulons un Mali uni, fort et solidaire pour un avenir radieux », « L'union, la détermination et le courage d'une vaillante jeunesse sont le pain nourricier d'une voie en développement »...

Le chef de quartier de Badalabougou, Commune V, Makan Koné, a salué cette distinction. « Nous voulons des cérémonies de ce genre », a souligné le notable, avant de magnifier cette initiative de l'Association des Jeunes Premiers du Mali.

Au nom du conseil communal de la Commune V du district de Bamako, Ousmane Cissé, a fait part de sa fierté de participer à cette rencontre. M. Cissé a souligné, la collaboration entre la mairie et la police.

En prenant la parole, le commandant de police Garan Diakité a loué les qualités de leaders du commandant de la CCR. Selon lui, le commissaire divisionnaire Abdoulaye Coulibaly est très respectueux des textes de la République et porte une attention particulière aux agents placés sous son autorité.

A en croire l'invité d'honneur de cette cérémonie, Hadji Harouna Diallo, Président directeur général de l'entreprise Khasso, Abdoulaye Coulibaly mérite cette récompense. « On voit tout ce qu'il fait », déclare-t-il. Pour lui, les Jeunes Premiers qui cherchent des travailleurs pour les récompenser doivent être remerciés pour ce choix.

Cette cérémonie, souligne Sory Ibrahim Sangaré, commandant adjoint de la CCR, est une fierté et un honneur pour l'ensemble de la Police nationale. « Cela veut dire qu'il y a des gens qui nous observent et qui nous apprécient », affirme-t-il. Le commandant adjoint de la CCR a invité ses collègues à redoubler d'efforts et de vigilance dans l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes. Il a remercié au nom de l'ensemble de la police, les Jeunes Premiers du Mali pour cette marque de reconnaissance.

Le Président de l'AJPM, Lassine Diarra, n'a pas tari d'éloges à l'endroit du récipiendaire. Ce choix, explique-t-il, est basé sur des valeurs intrinsèques incarnées par Abdoulaye Coulibaly, « un bâtisseur ». « Il travaille pour le Mali. Il faut lui rendre hommage... », lancera-t-il. Il a rendu un hommage mérité à la défunte mère du commissaire divisionnaire Coulibaly. Malick Diallo du Syndicat des Transporteurs a mis en avant la bonne collaboration instaurée par Abdoulaye Coulibaly avec les professionnels du transport depuis son arrivée à la tête de la CCR. M. Diallo s'est réjoui de l'esprit d'ouverture du commandant de la CCR.

Très ému, le récipiendaire a fait part de sa joie et celle de l'ensemble de la police et des forces de défense et de sécurité du Mali.

Abdoulaye Coulibaly a remercié ses collègues de la CCR qui font du bon travail qui leur vaut aujourd'hui cette récompense. Il a formulé des bénédictions pour le Mali avant de remercier les Jeunes Premiers pour ce choix porté sur sa modeste personne.

Les efforts déployés par le général Salif Traoré à la tête du ministère de la sécurité et de la Protection civile ont été magnifiés au cours de cette cérémonie.



## Concertation au sommet au Niger : Et la guerre de Pau n'a plus raison d'avoir lieu !

**Après le sommet des cinq dirigeants au G5 au Niger, le 15 décembre dernier, y a-t-il encore lieu de se rendre à Pau ?**

Les maliens ont applaudi l'armée française en janvier 2013 avec la riposte contre les Jihadistes depuis Konna. Ils semblent la haïr aujourd'hui. Entre l'amour fou et le désamour total, beaucoup d'eaux rouges de sang civils et militaires ont coulé sous le fi de la lame terroriste. L'armée française et les autres forces étrangères ont de plus en plus été accusées, comme les complices des forces violentes.

L'escalade dans cette allergie aux forces étrangères a fini par déborder le Mali et toucher le reste de l'Afrique de l'ouest et de pousser au paroxysme. Si bien qu'après la mort des 13 soldats français au Mali, le président Emmanuel Macron a eu le sentiment que les africains n'avaient pas été solidaires. Du coup, il se demandait si cela valait la peine d'envoyer ses soldats mourir pour nous.

Le rendez-vous de Pau et le ton utilisé s'expliquent par cela. Et la convocation/invitation à se rendre à Pau, on n'est pas parvenu à un consensus sur la terminologie, a sonné comme un glas. Son contenu été considéré par tous, de ce côté de la Mer Méditerranée, comme guerrier et humiliant. Un duel à mort

ou à vie pour une coopération militaire désavouée dans un rapport de force de «1 contre 5 ». Une vraie guerre déclarée depuis Watford (Angleterre), contre les cinq chefs d'État du G5 Sahel et leurs peuples pour qu'ils disent clairement s'ils voulaient ou pas des armées étrangères chez eux. Et aussi de faire taire les propos qui attisent le sentiment antifrançais à jamais.

C'était ça l'esprit de la convocation du Sommet de Pau qui devrait se tenir avant-hier lundi 16 décembre. Mais le proverbe malien veut que l'imprévu efface le prévu. On l'a évoqué : toute l'affaire avait été consécutive à la mort «acci-





dentelle » de 13 soldats français dans le Lip-tako malien. Et de nombreuses voix locales s'étaient élevées pour dénoncer la présence des forces étrangères en Afrique de l'ouest. La France en avait pris particulièrement pour son grade. Les réactions contre elle avaient été violentes. Provoquant la grosse colère de Macron.

Le président français avait donc donné rendez-vous à ses homologues pour laver le linge sale en famille à Pau. L'opinion africaine avait pris aussi à partie les cinq chefs d'État et leur avaient même fixé des lignes rouges. Ils leur avaient dicté un certain nombre de comportements. Par exemple, se concerter pour fourbir leurs armes avant d'aller affronter le lion Macron dans sa tanière. Les cinq avaient pris en considération cette recommandation et avaient décidé de se retrouver au Faso le dimanche 15, la veille de Pau. La preuve qu'ils

n'y avaient pas pensé avant.

## Et Inatès changea le cours de l'histoire

C'est après que les Jihadistes ont mené cette attaque meurtrière contre le camp d'Inatès au Niger faisant 71 soldats tués. Du coup, Macron a renvoyé le sommet à janvier 2020. Mais les cinq ont maintenu leur sommet extraordinaire. Et ce qu'ils ont fait là-bas montre qu'ils se sont mis d'accord, sans équivoque, pour confirmer et officialiser leur acceptation des armées françaises et étrangères sur leur sol. Leur appel, dans leur communiqué final, est éloquent cet égard. En effet, ce document commun appelle de ses vœux «une alliance internationale » pour lutter ensemble contre le terrorisme. « Ce combat est de longue haleine », a précisé le président Kaboré avant

d'ajouter : « Comme dans toutes les guerres contre le terrorisme, nous ne gagnerons pas seuls ». Le message à Macron et aux autres est clair. Kaboré emphase et insiste sur la supériorité des forces en face pour conclure : « Donc, nous avons besoin des alliés (...). Nous sommes ouverts à tout partenariat international qui peut nous aider dans la lutte contre le terrorisme ».

C'est bien pour cela qu'ils avaient été conviés par Macron non ? Clarifier la demande à venir aider et formaliser la demande. C'est désormais chose faite! Donc, la guerre de Pau peut être considérée comme inutile et enterrée. Pour sauver la face, à Macron qui a exagéré sur la forme ils peuvent toujours se retrouver à Pau pour prendre un pot.

■ Amadou TALL

**malikile.com**  
L'ACTUALITÉ | L'INFORMATION | L'OPINION | LE POINT DE VUE

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! \*

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

## Contrôleur Général de Police, Yahaya Sangaré : “Appliquer la charia ou s’y opposer par les armes est autant anti-démocratique”

**Dans une précédente publication le 29 juin 2017 sur la guerre asymétrique imposée à notre pays et les moyens d’y mettre fin, le Contrôleur général de police à la retraite, Yahaya Sangaré, avait écrit que l’application de la charia par les armes est d’autant anti-démocratique que s’opposer de façon systématique à son application. Selon lui, il est temps de penser à des solutions conformes à nos moyens et nos propres valeurs comme l’écoute mutuelle, le dialogue pour se comprendre entre nous Maliens. Cela est d’autant plus nécessaire pour lui, que nous ne pouvons pas continuer à compter nos morts, jour par jour ou compter sur le soutien de la France sur une politique dont il n’a pas les moyens encore moins sur une probable force africaine, même si cela est salutaire. Trois ans plus tard, la conviction du Contrôleur général n’a pas varié sur le sujet.**

■ ■ Permettez-moi d’avouer que j’aurais souhaité m’être trompé pour le bonheur du peuple malien, mais hélas ! La situation d’aujourd’hui est grave et n’est ignorée de personne. Dans un traumatisme collectif, nous sommes réduits à des accusations et déductions qui n’apportent aucune solution aux problèmes posés. Nous substituons aujourd’hui la conséquence à la cause, tout en nous éloignant d’une probable solution. Pour ce qui est du rapport France-Afrique, je ne me permettrais pas d’affirmer ce que je ne peux prouver ! Mais certains faits réels me permettent de me faire une idée et une opinion sur tout ce qui s’est passé. Quand j’étais étudiant en France, j’ai vu sur le plateau de TF1, un chameau avec des commentaires sur des hommes bleus, et ce avec Danielle, épouse de François Mitterrand. Bien après, j’ai su qu’un corridor a été ouvert pour Iyad Ag Ghaly après l’attaque dite « djihadiste » de Konna. A l’issue de cette attaque, l’armée

maliennne fut interdite d’entrer à Kidal. La France relèvera son ambassadeur au Mali, le jugeant incapable de défendre les intérêts de la France pour avoir critiqué le mariage entre le MNLA et la France. Les équipements fournis au MNLA par la France ont été mis en sécurité en Mauritanie pendant cette période de Konna. Si aucune réponse n’a été donnée aux décideurs maliens par rapport à toutes ces questions qu’ils étaient en droit de se poser, force est de constater la constance dans la politique française ! Des prélèvements sur les scènes de crime nous auraient permis de connaître l’origine des munitions et la provenance des armes. La présence d’officiers maliens au sein des forces étrangères et au niveau du commandement opérationnel aurait évité certains doutes, si vraiment cela constituait un souci. Mais, malheureusement, nous n’analysons rien des scènes d’attaque, nous ne sommes présents à aucun niveau de commandement opérationnel... Pourquoi alors ? Nos enfants meurent tous les jours et sont accusés par les djihadistes ! Au Mali, nous avons une chance énorme, celle de pouvoir échanger avec Amadou Kouffa et Iyad Ag Ghaly ! Nous ne devons pas attendre que les maîtres penseurs finissent par nous demander de négocier quand nous serons abandonnés à notre sort... Ces deux adeptes de la charia ont été pourtant très clairs avec le Mali : « Nous ne voulons pas la division du Mali, nous voulons l’application de la charia... » Amadou Kouffa a déclaré souhaiter le départ des forces étrangères afin qu’entre nous, nous puissions échanger. Nos soldats et les forces étrangères les combattent. Vous comprendrez qu’il leur faut se défendre pour défendre leur objectif identifié, même si nous ne le comprenons pas exactement. Avec les forces étrangères, nos soldats sont tués par dizaines et la situation s’empire de plus en plus... Ce, au point que nous concluons qu’elles ne sont d’aucune protection, voire d’aucune utilité ! Alors, pourquoi attendre d’elles une solution qui, visiblement, ne sera jamais ? Certain est que quand la France



fera échec dans sa politique, elle sauvera ses meubles et nous abandonnera à notre sort dans une plus dramatique situation ! Nos ancêtres ont toujours privilégié le dialogue, lequel permet d’éviter le constat d’une incapacité totale. C’est l’unique signe de la sagesse et de la grandeur d’un peuple à travers ses dirigeants. Il nous faut éviter de considérer les conséquences d’une opposition systématique à la charia telles les causes de la situation actuelle. Est-ce que dans ce combat, les acteurs ont les mêmes objectifs ? Sur quelle victoire pouvons-nous compter ? Nous ne pouvons attendre davantage ! L’unique solution est la sincère négociation ou le vrai dialogue entre enfants du même pays, sans oublier que cela ne convient pas à tout le monde. Et quand la négociation permettra de faire taire les armes et qu’aucune attaque ne puisse être attribuée aux djihadistes, nos soldats ne pourront plus être tués à visage masqué ! Mieux, nous saurons si les attaques ou les présences sont pour le MNLA ou contre les djihadistes et l’intégrité du territoire malien ! Nous pourrions être certains que les séparatistes ne vaudront que si la situation reste trouble ! »

■ **Propos recueillis par  
Abdrahamane Dicko**

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous



## Black Queens : Honneur à la mémoire des Reines Noires !



**D**ans le cadre de la 12e édition de la Biennale Africaine de la photographie, BAMAKO ART GALLERY accueille l'exposition BLACK QUEENS du 30 Novembre 2019 au 31 Janvier 2020 durant toute la période de la Biennale. Ce samedi 14 Décembre 2019, a eu lieu le vernissage de l'exposition "BLACK QUEENS" dans l'enceinte de BAMAKO ART GALLERY en présence de nombreux invités venus pour l'occasion magnifier les reines noires.

Sise à Bacodjicoroni ACI, Bamako Art Gallery présente des artistes contemporains aux médias très variés : Peinture, Photographie, Sculpture, Mobilier, Edition et Design.

Avec comme objectif de mettre en valeur tous les aspects de créativité du Mali avec une éthique du développement du talent artistique et de la conscience culturelle, la vocation de BAMAKO ART GALLERY est d'offrir au grand public, un lieu d'éducation et de développement artistique pour tous où ils découvriront le dynamisme et la diversification de la scène artistique contemporaine du Mali.

Ainsi à travers cette exposition, BAMAKO ART GALLERY veut célébrer les reines noires et femmes fortes qui ont lutté pour la liberté de la femme et du peuple noir dans le monde contre la colonisation, l'esclavage en Afrique, aux Antilles et en Amérique à travers leurs ac-

tions, leurs charismes et leurs beautés.

L'objectif d'une telle exposition est de récolter des dons lors de l'exposition "BLACK QUEENS" et les reverser aux orphelins des FAMA.

Aussi l'exposition BLACK QUEENS, qui met l'Art et la beauté au centre de son concept, vient-elle en aide aux enfants défavorisés du continent africain.

"En somme, les bénéficiaires de la vente de ces photos leurs sont destinés afin d'améliorer leur quotidien et les aider à avoir un avenir meilleur" dit Kadiatou SYLLA, Directrice de BAMAKO ART GALLERY.

Le but de l'exposition BLACK QUEENS étant de collecter des jouets et récolter des fonds pour les enfants défavorisés du continent africain, le 18 mars 2019 la délégation BLACK QUEENS a fait son premier voyage de Paris à Gao afin de faire la donation de bus et de jouets aux orphelins du centre Niali (Mali - GAO)

A cet effet, il est important de rappeler que cette exposition "BLACK QUEENS" met en valeur ces femmes et reines noires aimantes et protectrices qui ont assumé des grandes responsabilités et livré des grandes guerres tant idéologiques que physiques.

Au cours de cette exposition 12 reines et femmes battantes ont été représentées: La Reine Kassa, épouse de l'empereur Souleyman du Mali, la Reine Yaa Anssatewaa, reine-mère

de d'Edjisu de l'empire Ashanti, La Reine NE-FERTITI, la grande épouse royale d'Akhenaton l'un des derniers rois de la XVIIIe dynastie, Mami Wata, divinité aquatique du culte africain Vodoun, Reine Ranavalona III, la dernière souveraine du Royaume de Madagascar, Reine NZINGA MBANDE, la Reine d'Angola qui a conduit pendant quatre décennies la guerre contre les portugais en Angola, Bessie COLEMAN, la première femme noire au monde à pouvoir piloter un avion et la première personne d'origine afro-américaine à détenir une licence de pilote, la Reine AMINA DE ZARIA "REINE GUERRIÈRE" de la cité état Haoussa du Nigeria, la Reine NANDI, une des Reines guerrières la plus célèbre et mère du grand SHAKA ZULU, Minon ou les Amazones de Dahomey, ancien régiment militaire entièrement féminin fon du Royaume de Dahomey et la Reine NANNY, Reine des Marrons de Jamaïque et figure emblématique de la lutte contre le système esclavagiste en Jamaïque.

A travers cette exposition, nous pouvons dire que nos reines et femmes battantes sont des modèles pour notre génération.

■ **AFANOU KADIA DOUMBIA,**  
stagiaire



## Mohamed Ould Ghazouani : « La force conjointe du G5 Sahel n'a pas eu ce qu'elle mérite »

**P**our le nouveau président de la Mauritanie, « personne n'a intérêt à revenir en arrière » car le G5 « réussit bien ». Le président mauritanien, Mohamed Ould Ghazouani, lors de sa cérémonie d'investiture, à Nouakchott, le 1er août. SEYLLLOU / AFP

Dans un entretien exclusif accordé au journal Le Monde, le nouveau président de la Mauritanie, Mohamed Ould Ghazouani, défend l'action du G5 Sahel dans la région, malgré la multiplication des assauts menés par les groupes djihadistes, mais appelle à davantage de soutien de la part de la communauté internationale. Le chef de l'Etat a succédé, le 1er août, à Mohamed Ould Abdelaziz (2009-2019), auprès duquel il assura les fonctions de chef d'état-major de l'armée puis de ministre de la défense. Des tensions sont apparues dernièrement entre ces deux hommes issus du creuset sécuritaire mauritanien. M. Ghazouani minimise la portée de cette crise.

**Partagez-vous les inquiétudes des pays d'Afrique de l'Ouest qui craignent d'être touchés à leur tour par les groupes armés actifs au Sahel ?**

La situation n'est pas bonne du tout. Beaucoup

d'efforts sont faits par la communauté internationale et par les pays de la région. Mais j'en reviens toujours à la même chose. Je pense que la force conjointe du G5 Sahel [Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad] n'a pas eu ce qu'elle mérite ni ce qui lui avait été promis. Non pas qu'il n'y a pas eu de financements, notamment de la part des pays membres du G5 qui ont financé sur leurs ressources propres les premiers équipements. Nous avons commencé à recevoir du matériel plus spécifique grâce aux aides internationales en provenance de l'Union européenne, de la France, des États-Unis, des pays du Golfe... Mais le problème, c'est que le rythme ne nous permet pas de faire face à la situation. Très souvent, les procédures retardent le processus.

**Avez-vous été surpris par les déclarations du ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, demandant aux autorités maliennes et burkinabées « plus d'action politique et plus de pression politique » ?**

Sans chercher à rentrer dans cette question, partout et depuis toujours, la guerre ne se conduit pas sans politique. Les gens de la ré-

gion sont conscients de la situation et je ne peux pas imaginer qu'ils ne consentent pas d'efforts.

**Mais ils semblent impuissants à enrayer les violences...**

Ils vont y arriver. Nous, les Mauritaniens, étions dans la même situation il n'y a pas si longtemps. Face à ce genre de menaces, il faut être suffisamment préparé. Et pour le moment, ce n'est pas bon. Mais cela ne veut pas dire que c'est définitif. D'une certaine façon, une bataille a été perdue mais il y a encore du temps pour se réorganiser et prendre les mesures nécessaires. Il faut de la volonté, cela se crée, et ça commence par de la volonté politique.

**Est-ce que les difficultés actuelles signent la mort du G5 Sahel ?**

J'ai entendu dire ça. Personne n'a intérêt à revenir en arrière alors qu'une dynamique a été créée. Le G5 est un regroupement [d'armées sahéliennes] qui réussit bien. Si on fait le bilan, malgré ses difficultés et au regard de sa jeunesse, ce n'est pas mal du tout. Personnellement, je n'ai aucun doute sur l'efficacité du G5. Le temps n'est pas au beau fixe, mais si on compare le G5 à d'autres [forces conjointes], on ne le trouverait pas en deçà de leur niveau.

**On assiste, au Mali et au Burkina Faso, à une remise en cause de la présence militaire française. Est-ce que les militaires de « Barkhane » doivent partir ?**

Je ne peux pas me permettre de donner des leçons à la France. Ce n'est pas mon rôle de dire si « Barkhane » doit partir ou rester.

**Lors d'un discours prononcé mi-novembre dans le cadre d'un forum sur la sécurité à Dakar, vous avez regretté le niveau exorbitant des dépenses consacrées par les pays du Sahel à la sécurité. Entendez-vous réduire le budget de la défense au profit du social ?**

J'ai dit cela pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation des pays du Sahel qui dépensent beaucoup d'ar-

gent pour ce secteur. En temps normal, l'accent serait mis sur le social. Mais sachant que l'on ne peut pas faire de développement sans une situation de sécurité convenable, pour ce qui nous concerne, nous n'allons pas diminuer le budget consacré à notre sécurité.

## Depuis votre élection, vous-même insistez sur le volet social de votre politique, pourquoi ?

C'est peu dire que c'est important ! Il y a des efforts à consentir par tous pour pouvoir améliorer la situation socio-économique des Mauritaniens. Nous devons poursuivre un travail déjà entamé. Il y a énormément de défis à relever. Nous ne pouvons pas être sur tous les fronts mais je compte ouvrir le plus de chantiers possible : l'école, l'emploi, la santé, l'accès à l'eau...

## Sur le fond, en quoi vous différenciez-vous de votre prédécesseur, Mohamed Ould Abdelaziz (2009-2019) ?

Nous ne devons pas nous limiter à cette recherche de la différence par rapport à mon prédécesseur, qui est mon frère, mon ami, avec lequel j'ai fait beaucoup de choses depuis une quinzaine d'années. J'essaie de faire ce qui me semble bon. L'intérêt pour le pays consiste à faire œuvre d'ouverture en direction de l'opposition. Je suis convaincu que cela me permettra de bien travailler si le climat est apaisé. Je n'appelle pas l'opposition à s'allier

avec moi ou à constituer une partie de ma majorité. Nous formons deux camps politiques différents.

## Que répondez-vous à l'opposition qui demande un « dialogue inclusif » réunissant tous les partis politiques afin de « résoudre la crise politique » ?

Cela a été demandé avant et après mon élection. Ce n'est pas opportun. On se parle, on se rencontre, ils peuvent faire des propositions... Mais nous ne sommes pas dans une situation qui nécessite un dialogue inclusif. Cette notion sous-entend un climat politique plus tendu qui ne l'est actuellement.

## Que voulez-vous dire alors en parlant « d'ouverture » ?

Il s'agit de faire comprendre à l'opposition que le climat est plus propice au dialogue. Je crois que cet objectif est à peu près atteint. Par la suite, nous pourrions définir une autre forme d'ouverture. Mais l'opposition doit rester l'opposition.

## L'absence de votre prédécesseur aux cérémonies du 59e anniversaire de l'indépendance, le 28 novembre, n'est pas passée inaperçue... Est-ce le signe d'un divorce entre vous ?

Certains pensent qu'il existe un fossé profond entre l'ancien président Abdelaziz et moi. Je

ne lui donne pas cette ampleur. Je ne cache pas qu'il existe un décalage entre nos visions et nos appréciations d'une situation donnée mais je pense que c'est l'environnement politique qui lui a donné plus d'importance qu'elle n'en a réellement. Elle a été amplifiée par tous les Mauritaniens, sauf moi, et cela va être résolu. Je n'épargne pas mes efforts pour calmer tout ça.

## Cet épisode est-il clos ?

Je ne sais pas. Je sais qu'il va devoir se terminer et j'espère bien qu'il se terminera d'une façon qui convient à tout le monde.

## Certains ont fait le lien entre les tensions supposées entre vous deux et le limogeage du chef du Groupement sécurité présidentielle considéré comme proche de l'ex-président ?

Cela n'a rien à voir et ce n'est pas très important. Il y a eu un changement à la tête du Groupement de sécurité présidentielle [ex-Basep] mais il n'y a pas de lien. Quelqu'un qui arrive à un poste aussi sensible que le mien doit pouvoir modeler sa sécurité. J'aurais dû faire ça avant. C'est assez banal. Il y a toutes sortes de rumeurs sur des arrestations de militaires, d'interrogatoires, de mises en résidence surveillée... Cela n'existe pas. Ce sont des fausses rumeurs.

■ **Christophe Châtelot**



## Wattao empoisonné en RCI ? Voici les vrais maux dont il souffre

**Le colonel Issiaka Ouattara plus connu sous le pseudo de Wattao a-t-il été empoisonné ? La rumeur circule, certains de ses proches y croient.**

Il est un fait indéniable. L'un des soldats les plus médiatisés de l'ex-rébellion après le sergent-chef Ibrahim Coulibaly dit IB (tué quelques jours après la prise de pouvoir d'Alassane Ouattara) est souffrant. Son état de santé qui se dégradait a contraint les autorités à l'évacuer d'abord au Maroc, puis aux États-Unis. Depuis samedi, Saha Bélé-Belé (gros serpent en Malinké), comme ses soldats l'appelaient dans la rébellion, est au pays de Donald Trump. Il a choisi cette destination, pour être principalement aux côtés de son épouse et de ses enfants qui y vivent. De fait, le commandant des Unités placées sous le commandement du Chef d'État-major, le Général Lassina Doumbia, souffre depuis plusieurs années de diabète. Ce n'était un secret pour personne dans

son entourage. Il suivait les prescriptions médicales et n'avait jusque-là pas fait de crise majeure.

Mais une maladie nouvelle est venue compliquer cet état auquel il avait fini par s'habituer. Et c'est cette maladie qui a fait soupçonner un empoisonnement, à certains de ses proches. « On l'a vu lundi, il était un peu souffrant mais pas mourant. Jeudi on ne le reconnaissait pas. Il avait perdu tellement de poids qu'on se demandait si c'était la même personne. Comment en trois jours, une personne au physique fort, peut être aussi amaigrie ? », dévoile un proche de Wattao.

Pour cet ancien rebelle qui a vécu des histoires empreintes de mysticisme et de morts brutales, il ne fait l'ombre d'aucun doute que Wattao a été empoisonné. Difficile à prouver par contre. Une chose est certaine, selon des informations recoupées auprès de diverses sources, Wattao a été contaminé par l'épidémie de dengue qui a sévi en Côte d'Ivoire, entre janvier et novembre 2019.

### Une maladie dans la maladie

En juin, les autorités avaient annoncé 130 cas, principalement à Abidjan. Wattao ne faisait pas partie de ceux-ci. Mi-novembre l'Institut national d'hygiène publique (INHP) a annoncé la fin officielle de l'épidémie de dengue et de fièvre jaune. Une fin officielle qui apporte de l'eau au moulin des tenants de la théorie de l'empoisonnement de Wattao.

La dengue est une maladie qui provoque de fortes fièvres et peut aboutir sur des hémorragies, outre les nausées et la perte d'appétit. Ce qui explique l'amaigrissement spectaculaire de cet athlète qui a été vice-champion d'Afrique de judo, dans les années 80.

La dengue contractée par Wattao (si elle est toutefois prouvée) est-elle le résultat d'un empoisonnement ? Seuls des résultats cliniques peuvent l'attester. Une chose est certaine, pour les anciens rebelles qui croient encore aux pouvoirs surnaturels, l'empoisonnement, c'est aussi être victime d'un sort.

### Colonel Issiaka Ouattara dit Wattao

Qui aurait donc intérêt à lancer un sort à Wattao ? Mystère. Mais dans les faits et dans la réalité, la dengue qu'il a contractée a aggravé son diabète.

Pour un homme sain, la glycémie (taux de glucose dans le sang) oscille en permanence entre 0,50 et 1,50 g par litre de sang. Lors du dernier contrôle effectué sur Wattao, il avait jusqu'à 7 g par litre. Un niveau anormalement élevé. Surtout pour un patient qui suivait ses traitements.

« C'est bien parce qu'il est costaud. À ce niveau, de nombreuses personnes ont tout simplement trépassé », commente un médecin spécialiste de diabète. En attendant, les commentaires vont bon train.

À une semaine du retour annoncé en Côte d'Ivoire de Guillaume Soro, candidat à la présidentielle d'octobre 2020 et son ancien patron. Wattao n'était plus en parfaite odeur de sainteté avec le Président Alassane Ouattara, depuis que l'un de ses proches, Kader Doumbia, a été interpellé dans une affaire jamais élucidée (était-ce un vrai ou faux complot ?) d'atteinte à la sûreté de l'État.

■ Emmanuel Gautier



## Ligue 1 en France : Les résultats du foot direct du "PSG" de Paris

La plupart des fans préfèrent regarder les matches de leurs équipes préférées, en particulier les clubs forts qui démontrent un football spectaculaire. C'est le "PSG" qui mérite beaucoup d'attention dans le foot direct du championnat de France. Cette saison, les Parisiens ont une équipe très forte et très joueuse, donc ils veulent gagner non seulement des trophées nationaux, mais aussi la Ligue des champions.

Jusqu'à présent, en Ligue 1, l'équipe parisienne n'est pas trop loin derrière les harceleurs, mais il y a une explication à cela: l'entraîneur-chef Thomas Tuchel fait constamment tourner l'équipe au début de la saison et donne un repos aux leaders. Grâce à cette approche, les jeunes sont constamment impliqués, ce qui permet de développer et d'utiliser plusieurs équipes pour un jeu de qualité. Il convient également de noter la saison morte, où le PSG a acquis des joueurs de grande qualité qui sont solidement ancrés dans l'équipe

et font preuve d'un grand jeu.

Dans les matches de foot en direct vous devez faire attention à ces joueurs:

1. Mauro Icardi - un Argentin scandaleux a rejoint l'équipe et a parfaitement remplacé les leaders blessés, ayant déjà marqué 7 buts en 9 matches de Ligue 1.

2. Pablo Sarabia - un Espagnol était considéré comme un remplaçant de Marco Verratti, mais il est maintenant fermement à l'avant-garde de l'équipe, s'étant distingué avec trois passes décisives.

3. Keylor Navas - les dirigeants du club ont bien fait en effectuant l'acquisition d'un gardien de but colombien, qui a aidé à gagner des points importants avec un jeu confiant.

Bien sûr, il ne faut pas oublier les principaux joueurs de l'équipe, Kylian Mbappé, Neymar et Ángel Di María, qui jouent bien et peuvent emmener le "PSG" assez loin en Ligue des champions en l'absence de blessures.

### Ligue 1 classement dans cette saison

Pour l'instant, seule l'équipe de "Marseille" peut être considérée comme concurrente du "PSG", mais les Parisiens ont un match en retard contre "Monaco" qui n'a pas été joué en raison de fortes pluies. Sinon en Ligue 1 le classement des autres équipes présente un écart important par rapport au leader, mais la lutte pour la Coupe d'Europe sera plus que sérieuse. Petit à petit, "Lyon" revient à son ancienne forme, et commence aussi à gagner contre "Lille".

"Rennes" joue plutôt bien, mais l'exemple "d'Angers" montre clairement que seules quelques défaites peuvent entraîner une baisse significative dans le classement. Rien n'est clair dans le classement de la Ligue 1 en bas du tableau, car la différence de points n'est pas grave. Les outsiders peuvent changer à chaque tour. Jusqu'à présent, "Toulouse" et "Nîmes" sont dans la pire situation, mais il y a aussi "Metz", "Amiens" et "Dijon" qui n'ont pas de victoire non plus.



## Europa League : Les 16es connus

Le tirage au sort des 16es de finale de l'UEFA Europa League a eu lieu ce lundi. Retrouvez toutes les affiches ici !

### Tirage au sort des 16es

Wolves (ENG) - Espanyol (ESP)  
 Sporting CP (POR) - İstanbul Başakşehir (TUR)  
 Getafe (ESP) - Ajax (NED)\*  
 Bayer Leverkusen (GER)\* - Porto (POR)  
 Copenhagen (DEN) - Celtic (SCO)  
 APOEL (CYP) - Basel (SUI)  
 CFR Cluj (ROU) - Sevilla (ESP)  
 Olympiacos (GRE)\* - Arsenal (ENG)  
 AZ Alkmaar (NED) - LASK (AUT)  
 Club Brugge (BEL)\* - Manchester United (ENG)  
 Ludogorets (BUL) - Internazionale Milano (ITA)\*  
 Eintracht Frankfurt (GER) - Salzburg (AUT)\*  
 Shakhtar Donetsk (UKR)\* - Benfica (POR)\*  
 Wolfsburg (GER) - Malmö (SWE)  
 Roma (ITA) - Gent (BEL)  
 Rangers (SCO) - Braga (POR)  
 \*reversé de l'UEFA Champions League

### Compose ton équipe de l'année

#### Quand auront lieu les matches ?

Matches aller le jeudi 20 février, matches retour le jeudi 27 février. Coups d'envoi partagés entre 18h55 et 21 heures, comme lors de la phase de groupes. Les têtes de série joueront le match retour à domicile.

#### Bon à savoir...

#### Changements d'effectif

Chaque club peut enregistrer un maximum de trois nouveaux joueurs avant le 3 février 2020 à minuit. Ces joueurs peuvent avoir joué en UEFA Champions League ou UEFA Europa League avec un autre club cette saison, mais des restrictions sont en place en ce qui concerne les joueurs de 'Liste A'. Plus d'informations sur l'Article 43 (en anglais) du règlement.

#### En cas d'égalité après 180 minutes...

Le qualifié sera l'équipe ayant inscrit le plus de buts à l'extérieur. S'il y a toujours égalité,

le match retour ira alors en prolongation. Si les deux équipes marquent le même nombre de buts durant les 30 minutes supplémentaires, les buts à l'extérieur compteront double. Si aucun but n'est marqué en prolongation, le match se jouera aux tirs au but (tireurs alternés).

#### Procédure du tirage au sort

- Les 12 vainqueurs de groupe et les quatre meilleurs troisièmes de la phase de groupes de l'UEFA Champions League sont têtes de série.
- Les têtes de série recevront au match retour.
- Aucune équipe ne peut affronter une équipe de son groupe ou de sa propre association. Les équipes russes et ukrainiennes ne peuvent s'affronter.
- En raison de la proximité entre Porto et Braga, l'un des deux matches retour se jouera un mercredi. Porto a la priorité, ayant terminé en meilleure position dans son championnat national, donc Braga jouera son match retour à domicile le mercredi 26 février 2020, à 18 heures, peu importe son adversaire.





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Une idée géniale pourrait vous parvenir pendant la nuit. Vous la soumettez à votre environnement de travail qui l'accueillera avec enthousiasme. Cette intervention de votre part vous vaudra d'être remarqué par vos supérieurs. Un appel ou un e-mail d'un éventuel acheteur pour votre bien immobilier pourrait vous parvenir. Ne tardez pas, il faut battre le fer pendant qu'il est encore chaud. Vous réussirez à décider cette personne à acheter.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vous allez lorgner sur un poste de responsabilités. Ce dernier sera convoité par de nombreuses personnes. Fidèle à vous-même, vous serez prêt à leur griller la politesse pour l'obtenir. C'est pourquoi vous déposerez votre candidature aujourd'hui.

À cause d'un zodiaque excessivement volatile, votre signe va connaître de grosses turbulences financières. En conséquence, vous pourrez faire une croix sur vos projets d'épargne ce mois-ci... Vos rapports avec l'argent seront empreints de colère.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Le dicton Un tient vaudra mieux que deux tu l'auras conditionnera votre décision. Sur le fond, vous aurez peut-être raison, mais dans une perspective d'avancement professionnel, votre refus de changement pourrait freiner sérieusement votre évolution.

On essaiera de vous vendre quelque chose, mais comme cela sentira l'arnaque à plein nez, vous ne mordrez pas à l'hameçon. Par ailleurs, vous examinerez attentivement tous les tenants et les aboutissants avant de vous engager dans une affaire financière.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Les relations avec les supérieurs hiérarchiques ne sont pas spécialement bonnes. Vous remarquez des dysfonctionnements et des difficultés entre les collègues. De l'éparpillement dans les tâches et un manque de personnel peut réduire la productivité.

Comptez sur des soldes ou des bonnes affaires pour garder la stabilité dans votre vie financière. Il est conseillé de ne pas trop dépenser pour garder de la trésorerie. Des paiements restent importants et empiètent sur le budget consacré aux loisirs.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Votre astre, le Soleil, placé en Cancer, nourrira votre imagination et votre créativité. Grâce à cela, vous serez en mesure de trouver les solutions adéquates pour chaque problème qui vous sera proposé. Cela vous permettra de progresser dans vos objectifs.

Une idée vous viendra à l'esprit aujourd'hui. Celle-ci aura trait à un placement financier ou une façon de gagner de l'argent à laquelle vous n'aviez pas encore pensé. N'hésitez pas à la mettre en oeuvre, c'est une idée porteuse.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Dans votre travail, vous serez professionnel et extrêmement courtois. Pas la moindre grogne ou le plus petit signe d'énervement. Votre calme sera trompeur. D'ici quelques jours, vous allez donner votre préavis ! Vous avez tout simplement trouvé mieux.

Pour séduire une personne, vous vous mettez tout d'un coup à mener la vie de château. Berline de luxe allemande, beaux vêtements, etc. En fait, tout ne sera que de la location ! Seul le prestige comptera à vos yeux, et le fait d'en mettre plein la vue !



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous vous montrerez très impatient et cela rejaillira sur vos activités. Vous ne supporterez pas que vos interlocuteurs tardent à vous répondre. Certes, il faudra que les choses progressent, mais vous ne pourrez pas avancer plus vite que la musique.

Vous croirez que votre manque de rapidité à prendre une décision vous fera louper une affaire en or. Remerciez plutôt les qualités de prudence liées à votre signe, car au contraire, vous gagnerez de l'argent en ne les plaçant pas dans une affaire fumeuse.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Le climat professionnel tourne plutôt vers un climat bon enfant. Vous pourriez être satisfait de la journée grâce à une bonne complicité entre collègues. Du changement peut cependant être désiré dans vos fonctions, car la routine commence à être ressentie.

Le contexte est propice à une prudence. La générosité et l'impulsivité sont la cause de dépenses imprévues dans votre budget. Uranus et la Lune en Taureau peuvent vous rendre sensible aux articles destinés à la décoration ou à compléter votre garde-robe.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Vous pourriez recevoir une réponse positive à votre demande de mutation, surtout s'il s'agissait d'une demande pour l'outremer ou la côte. Pour tous les Sagittaire en tout cas, ce jour sera celui de la réussite et de la reconnaissance. Vous pourriez avoir une jolie surprise au courrier ce matin. Il pourrait s'agir, en effet d'une somme d'argent que vous devez à l'administration et qui mettra du beurre dans les épinars. À noter qu'il pourrait s'agir d'argent lié à une affaire familiale.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Dans l'exercice de votre métier, vous aurez une règle d'or ! Même si certains collègues sont devenus vos amis, vous resterez professionnel. En clair, vous ne fermerez jamais les yeux sur leurs erreurs, surtout si vous avez un poste de responsable.

Que ce soit en amour, au travail ou dans tout autre domaine, vous ne vendrez jamais votre âme au diable pour de l'argent. Vous le direz aujourd'hui à votre partenaire. Si possible, vous lui demanderez ou plutôt lui donnerez le conseil de faire de même !



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Alors que tout sera en place pour vous permettre d'aller de l'avant, vous hésiterez et vous tergiverserez... Sans doute ne disposerez-vous pas de toutes les informations voulues, mais attendre en restant les bras croisés ne sera pas la bonne solution.

Avantagé par Mercure dans votre secteur d'argent, vous disposerez des meilleurs atouts pour défendre vos intérêts. Entre des dossiers administratifs, des accords à valider, vous aurez pas mal de paperasse. Chacune de vos signatures sera de bon augure.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Après des efforts, la récompense arrive. Vous recevez des encouragements de la part de vos collègues ou de supérieurs hiérarchiques. Pendant des activités, il est recommandé de ne pas prendre à coeur la désorganisation ou le stress sur le lieu de travail.

L'ambiance est à la sérénité et vous rêvez à des achats que vous souhaitez faire. Les paiements sont liés à l'habitat avec le désir d'acquérir des objets décoratifs. Neptune en Poissons change votre relation à l'argent, vous commencez à vous en détacher.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)



**BDM SA**

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE